

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5073 - ÉDITION DU VENDREDI 15 AU LUNDI 18 AOÛT 2025

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Avancer malgré les difficultés

« Nous ne devons pas considérer les difficultés que nous rencontrons comme une fatalité », a déclaré en substance le président Denis Sassou N'Gusso hier, lors de son message à la nation à l'occasion de la célébration ce jour, 15 août, du 65^e anniversaire de l'accession du Congo à son indépendance.

Le chef de l'Etat a dépeint « un contexte international marqué par la récurrence des conflits armés, l'affaiblissement du multilatéralisme, la course aux

armements », facteurs qui menacent la paix mondiale et affaiblissent les initiatives de relance des économies.

Rappelant les idéaux panafricains des pères des indépendances africaines, le président de la République a invité les « générations montantes à prendre le flambeau » des anciens considérant par ailleurs que pour l'Afrique, le salut réside dans la mutualisation des efforts et l'intégration.

Page 16



CONGO

65 ans et une présidentielle en vue

La célébration de la fête de l'indépendance à sept mois de la prochaine élection présidentielle symbolise l'accomplissement d'un cycle historique sur lequel les Congolais doivent capitaliser pour œuvrer à la consolidation de l'unité nationale.

Page 2

PROCESSUS ÉLECTORAL

Dates et chiffres du prochain scrutin

Du 1^{er} septembre au 30 octobre se dérouleront les opérations de révision des listes électorales sur l'ensemble du territoire national en vue de l'élection présidentielle des 17 et 22 mars 2026. Quelque 1478 bureaux d'enregistrement, 4011 centres de vote et 6620 bureaux de vote sont prévus par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation suivant l'arrêté publié le 7 août.

Page 3

ÉCONOMIE

Le tissu industriel de la Bouenza en plein essor

Avec autant d'unités de production dont les toutes dernières ont été mises en service récemment par le chef de l'Etat, le département de la Bouenza occupe une place de choix dans la politique d'industrialisation du pays, cheval de bataille du gouvernement.

Page 5

ENTREPRENEURIAT

Les clés pour des jeunes qui osent

À travers la caravane initiée en leur faveur, les jeunes de toutes les couches sociales porteurs de projets bénéficient du soutien de l'État pour les aider à transformer leurs rêves en réalités.

Page 5

DIPLOMATIE CLIMATIQUE

Brazzaville en première ligne

Porteur de l'initiative sur la protection et la valorisation des écosystèmes forestiers sous le leadership du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le Congo a mené avec succès le plaidoyer en faveur de la décennie verte et peut se réjouir de l'adoption par la Communauté internationale de la « Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement ».

Page 16

UNESCO

Firmin Edouard Matoko, un candidat engagé

Le candidat congolais en course pour l'élection au poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Firmin Edouard Matoko, a non seulement un profil exemplaire mais aussi l'ambition d'apporter un nouveau souffle à un organisme qui en a grandement besoin.

Page 7

MUSIQUE ET LITTÉRATURE

Le génie créatif congolais s'exprime en toute liberté

Le Congo est un pays qui vit et crée. Il n'est que d'observer le foisonnement des productions dans les domaines de la culture, des arts et des lettres.

Page 12

SPORT

Du football au handball, les jeux sont loin d'être faits

Il y eut la longue crise de la Fédération congolaise de football et ses effets sur la santé sportive des Diables rouges et des clubs locaux mais aussi des grincements de dents à la Fédération congolaise de handball. Le sport congolais souffle le chaud et le froid.

Page 13

ALASKA

Trump et Poutine en terre « commune »

L'entrevue entre le président des Etats-Unis d'Amérique, Donald Trump, et son homologue russe, Vladimir Poutine, ce 15 août en Alaska, est au cœur de toutes les attentions au regard de ses enjeux et du poids des deux interlocuteurs sur la scène internationale.

Page 7

SMIB 2025

Quand sport populaire rime avec sponsoring

Depuis 20 ans, la Société nationale des pétroles du Congo organise le semi-marathon international de Brazzaville. Au-delà de la mobilisation populaire, l'une des plus grandes entreprises du pays fait du sport un levier pour la santé.

Page 13

FINANCES

Poursuivre les réformes

Parmi les défis auxquels le Congo fait face devant la persistance de la crise économique et financière figure celui de la dette intérieure et extérieure. Appelé à tenir ses engagements, le gouvernement poursuit les réformes substantielles avec l'appui de ses partenaires.

Page 4

ÉDITORIAL

On s'exprime tous

Une conquête majeure. Grâce à l'avènement de l'internet et de ses multiples applications, la force de dire s'est répandue de façon exceptionnelle. C'est ainsi que le privilège de diffuser l'information en direction du grand public, naguère dévolu aux seuls canaux traditionnels (presse, radio, télévision) s'est atomisé. Désormais, sur ce terrain, les acteurs sont nombreux.

À partir de groupes créés sur des bases corporatistes ou préférentielles, les sociétaires défendent pleinement leur droit d'exister et se réjouissent que ce libre arbitre illimité nourrisse la société à satiété. Tel un couple reçu chez l'officier d'état civil pour sceller son union, sur les réseaux sociaux et certains médias alternatifs, l'information et la communication en sont arrivées à la même revendication.

Les professionnels ont beau rappeler la spécificité de leurs métiers respectifs invoquant un parallélisme assumé entre informer et communiquer, la préoccupation des activistes « sociaux » est ailleurs. Il est question de « servir » le plus rapidement possible sans se soumettre aux règles élémentaires de vérification du fait relaté. On part, on part, disait un contemporain.

Ce monde global qui n'est plus en mesure de dissimuler quoi que ce soit est bien celui de notre temps. À chacun de savoir opérer ses choix car il nous enseigne que la parole est libre, désormais, bien plus que libre. Il faut pourtant que dans ce foisonnement insaisissable reste un brin d'engagement commun en faveur de l'équilibre de la communauté humaine. Croisons les doigts et observons.

Les Dépêches de Brazza

CONGO

65 ans et une présidentielle en vue

Ce 15 août 2025, le Congo célèbre son indépendance acquise en 1960. À travers cette mobilisation voulue grandiose, la nation loue un jour de liberté tout en se projetant vers l'échéance politique majeure à venir, l'élection présidentielle attendue au mois de mars 2026.

Pourquoi établir un lien entre les deux rendez-vous ? Parce qu'ils représentent un cycle historique symbolique dans lequel l'accomplissement du premier événement avec gaieté convoque la responsabilité des acteurs engagés dans la course au suffrage universel, de telle sorte que le second, objet de passions diverses, soit la bonne porte par laquelle, au moment de la franchir, la République s'honore de poursuivre son chemin dans la paix et la tranquillité.

Le 15 août 1960, il y a soixante-cinq ans jour pour jour, les Congolais assumèrent la rupture d'avec le régime colonial. La promesse de bâtir la nation et d'œuvrer au bien-être collectif se structura par le renforcement des institutions républicaines, tandis que l'unité, le travail et le progrès, érigés en valeurs intemporelles surmontèrent le parvis de la Maison Congo. Tous, nous sommes fiers de ce couronnement.

Au plan extérieur, la jeune République du Congo a très tôt (septembre 1960) adhéré à l'Organisation des nations unies et rallié les autres nations sœurs du continent devenant, en 1963, l'un des pays fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine créée le 25 mai. C'était le choix des idéaux d'émancipation ayant longtemps sous-tendu la résistance des peuples africains contre les injustices de toutes sortes dont témoigne depuis lors ce parcours élogieux de l'Afrique vers sa quête de souveraineté.

En 65 ans, le Congo a traversé des crises multiples. Si celles liées aux revers économiques et leurs conséquences sociales reflètent en partie la complexité des interactions entre les États et les dysfonctionnements imputables aux politiques publiques locales, les crises politiques, en revanche, parce qu'elles impliquent la compétition pour le contrôle du pouvoir d'Etat et ses biens symboliques, demeurent les plus redoutées. Les pronunciamientos ainsi que les joutes électorales ont tendance à les cristalliser.

Certes, mourir de faim faute de nourriture est indigne, surtout quand cet état de fait est associé au faible engagement des gouvernants à mettre en œuvre d'ambitieux programmes de développement. Mais mourir dans son propre pays, dans son propre village, en victime ciblée, en victime collatérale d'une guerre civile provoquée par les dissensions politiques est dramatique. C'est malheureusement le lot des troubles servis aux populations durant les conflits armés fratricides que le Congo a connus avant et après son indépendance.

En jetant un œil alentour, l'on s'aperçoit que d'autres pays sont logés à la même enseigne, certains ne parvenant pas, depuis de longues années, à sortir de l'ornière des violences. Il n'est point besoin de revêtir le boubou de l'expert pour réaliser qu'un tel scénario du chaos rend impossible toute perspective de développement. La paix est indispensable en toute

chose, pour autant elle ne signifie pas absence de débat ou de contradiction sur les questions d'intérêt général.

Bien au contraire. Le fait que les citoyens interrogent sur les conditions de leur existence, tout autant que l'efficacité de leur action participe de la légitimation des décideurs. On jette la pierre sur l'arbre qui porte les fruits dans le but d'en disposer ; on s'adresse aux gouvernants en se disant qu'ils ont le devoir de trouver les solutions attendues. Il est donc tout à fait normal que la société prenne la parole et s'anime, que celles et ceux dont la responsabilité est de résoudre les problèmes de la population s'exposent à la rigueur du questionnement de leurs compatriotes, des administrés.

Dans quelques mois, en prenant le relais du temps qui passe, l'année 2026 nous soumettra à cette épreuve du débat où, présentés par leurs porteurs, les projets de société seront discutés en public. Entrants et sortants, les acteurs en vue devront ouvrir leurs cœurs pour accompagner ce branle-bas démocratique que l'on voudra véridique, sain et constructif. C'est à cette condition seulement que le Peuple-électeur, appelé à trancher, fréquentera les urnes sans développer l'angoisse d'en être au final le grand perdant, quand les entrepreneurs politiques auront choisi une autre voie que celle du triomphe de la concorde nationale.

Gankama N'Siah

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndongidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza,
Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ELECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2026

L'administration pose les jalons

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a récemment publié deux arrêtés dont un fixant la période de révision des listes électorales et l'autre déterminant le nombre des bureaux d'enregistrement des commissions administratives de révision de ces listes.

Dans un arrêté signé le 7 août, à Brazzaville, le ministre en charge des élections a annoncé le déroulement, du 1er septembre au 30 octobre prochains sur toute l'étendue du territoire national, des opérations de révision des listes électorales en vue de l'élection présidentielle de mars 2026. Un arrêté qui vient compléter celui fixant le nombre des bureaux d'enregistrement des commissions administratives de révision des listes électorales, publié en juillet dernier.

En effet, il a été retenu 1478 bureaux d'enregistrement, 4011 centres de vote et 6620 bureaux de vote à travers le pays. Les bureaux d'enregistrement sont chargés de recevoir les demandes d'inscription, de modification, de retranchement ou de radiation, et de les soumettre pour examen à la commission administrative de révision des listes électorales. Chaque bureau comprend



495666048

un président (représentant de l'administration), un secrétaire issu également de l'administration. Il y aura aussi des membres dont un représentant des partis ou groupements politiques de la majorité, un représentant des partis ou groupements politiques de l'opposition,

un représentant des partis ou groupements politiques du centre, un représentant de la société civile. On compte également quatre autres membres choisis parmi les chefs de quartier ou de village, de la zone ou de la caserne, du ressort de la commission administrative

de révision des listes électorales.

Les membres des bureaux d'enregistrement des demandes d'inscription, de modification, de retranchement ou de radiation sont nommés par arrêté du préfet du département, précise l'arrêté ministériel.

La répartition des nombres des bureaux d'enregistrement, des centres et des bureaux de vote par département se présente comme suit : Cuvette : 69 bureaux d'enregistrement, 300 centres de vote et 411 bureaux de vote ; Cuvette Ouest : 63 bureaux d'enregistrement, 206 centres de vote et 293 bureaux de vote ; Bouenza : 119 bureaux d'enregistrement, 425 centres de vote et 564 bureaux de vote ; Kouilou : 43 bureaux d'enregistrement, 206 centres de vote, 229 bureaux de vote ; Lékoumou : 34 bureaux d'enregistrement, 130 centres de vote, 202 bureaux de vote

; Sangha : 60 bureaux d'enregistrement, 203 centres de vote, 315 bureaux de vote ; Likouala : 118 bureaux d'enregistrement ; 264 centres de vote, 470 bureaux de vote ; Plateaux : 63 bureaux d'enregistrement, 146 centres de vote, 180 bureaux de vote ; Niari : 189 bureaux d'enregistrement, 487 centres de vote, 645 bureaux de vote ; Pool : 141 bureaux d'enregistrement, 346 centres de vote, 439 bureaux de vote ; Brazzaville : 281 bureaux d'enregistrement, 421 centres de vote, 1327 bureaux de vote ; Pointe-Noire : 153 bureaux d'enregistrement, 242 centres de vote, 724 bureaux de vote ; Congo-Oubangui : 37 bureaux d'enregistrement, 152 centres de vote, 206 bureaux de vote ; Djoué-Léfini : 42 bureaux d'enregistrement, 170 centres de vote, 235 bureaux de vote ; Nkeni-Alima : 66 bureaux d'enregistrement, 333 centres de vote, 380 bureaux de vote.

Parfait Wilfried Douniama

ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Les quinze départements pourvus de leurs animateurs principaux

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, par décret n° 2025-87 du 31 mars 2025, a nommé les préfets des quinze départements du Congo. Des nominations qui matérialisent la nouvelle territorialité née de la volonté de l'exécutif de rapprocher l'administration de l'administré et de créer les conditions d'émergence d'une administration orientée vers le département.

Parmi les promus, l'on compte dix anciens et cinq nouveaux, notamment Marcel Ganongo dans la Bouenza; Habib Gildas Obambi Oko au département Congo-Oubangui; Emma Henriette Berthe Bassinga Nganzali dans la Cuvette; Léonidas Mottom Mamoni au Djoué-Léfini; et Jean Pascal Koumba dans la Likouala.

Liste complète des préfets des quinze départements

Brazzaville: Gilbert Mouanda-Mouanda ; Pointe-Noire: Pierre Cébert Ibocko-Onanga ; Bouenza: Marcel Ganongo ; Congo-Oubangui: Habib Gildas Obambi Oko ; Cuvette: Emma Henriette Berthe Bassinga née Nganzali ; Cuvette Ouest: Frédéric Baron Bouzock ; Djoué-Léfini: Léonidas Mottom Mamoni ; Kouilou: Paul Adam Dibouilou ;



Le préfet, directeur général de l'Administration du territoire posant avec les autorités départementales de Nkeni-Alima/DR

Lékoumou: Jean Christophe Tchikaya ; Likouala: Jean Pascal Koumba ; Niari: Micheline Nguessimi ; Nkeni-Alima: Alphonsine Akobé Opangana ; Pool: Jules Monkala Tchoumou ; Plateaux: Jean Jacques Mouanda ; San-

gha: Edouard Denis Okouya. Le chef de l'Etat a nommé, par ailleurs, par décret du 6 mai 2025, les secrétaires généraux des quinze départements du pays dont Brazzaville : Thévy Duvel Mongou Wando ; Bouenza : Parfaite Eurydice Kodja Tendelet Tongo ; Cuvette : Boris Rodolphe Ngandza ; Cuvette-Ouest : Alain Armand Kouba ; Congo-Oubangui : Patricia Mireille Babalet ; Djoué-Léfini : Léa Désiré Ondongo Bamboli ; Kouilou : Jean-Baptiste Diamounzo Kionga ; Lékoumou : Jean Louis Ndangui ; Likouala : Servais Kiba ; Niari : Cyr Camille Alanzi ; Nkeni-Alima : Guy Dickoyot ; Pointe-Noire : Sylvestre Lempoua ; Pool : Gaston Loemba ; Plateaux : Dieudonné Ndinga ; Sangha : Thibault Serges Mouélé Babiessa.

P.W.D.

PARTIS POLITIQUES RECONNUS PAR L'ÉTAT

Huit entrants et dix sortants

Le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a publié, le 30 juin, à Brazzaville la liste des quarante-deux partis politiques reconnus par la loi au titre de cette année, contre quarante-cinq en 2020. Sur cette liste, on note huit nouveaux partis qui font leur entrée et dix sortants.

Dix partis politiques sont écartés sur les quarante-cinq que comptait la liste de 2020. Il s'agit, entre autres, du Rassemblement pour la démocratie et le développement de Jean Jacques Serge Yhombi-Opango; du Club perspectives et réalités du député Aimé Hydevert Mouagni; du Congrès africain pour le progrès de Jean Itadi; et du Parti africain pour le développement intégral et solidaire d'Anatole Limbongo-Ngoka. Il y a aussi le Parti pour le développement communautaire de Donatien Itoua; le Mouvement pour la démocratie et le changement de Maurice Kinoko; le Parti des centristes unis pour la démocratie et le développement durable de Giannet Louis Juvénal Hollat; et le Mouvement pour le rassemblement du peuple congolais de Sylvain Edoungatso. Les autres partis éjectés étant l'Union des forces vives de la nation de Jean Michel Ebaka; la Dynamique pour le développement démocratique et le progrès social de

Justin Romaric Nguampolo. Déjà absents en 2020, le Parti social-démocrate congolais de Clément Miérassa et Les Souverainistes de Dave Mafoula, membres du Rassemblement des forces du changement, une nouvelle plateforme de l'opposition, ne sont pas toujours reconnus par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. A l'opposé, le Parti centriste congolais d'Abel Engondzo Moudongo; le Rassemblement des démocrates africains-Ma Bâ Ma Nseké de Jean Bonard Mousodia; le Mouvement républicain de Destin Mélaïne Gavet Elongo; le Mouvement pour la solidarité et le développement de René Serge Blanchard Oba; et l'Alliance de Mabio Mavoungou Zinga font leur entrée dans cette liste. Sans oublier le Mouvement pour le développement durable d'Aimé Brice Mombo; le Congrès d'initiatives démocratiques et sociales d'Arsène Tsaty-Boungou; et l'Union pour un mouvement populaire de Rica Chella

Oko. Cette dernière formation politique qui a changé de dirigeant marque ainsi son grand retour.

Ils sont reconduits

Quant aux reconduits, sans grande surprise, on compte des partis politiques traditionnels comme le Parti congolais du travail; l'Union panafricaine pour la démocratie sociale; le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social; le Mouvement action et renouveau; le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral; le Club 2002, Parti pour l'unité et la République. C'est également le cas de la Dynamique républicaine pour le développement d'Helot Matson Mampouya; du Mouvement pour la démocratie et la paix de Jean Claude Ibovi; du Rassemblement citoyen d'Alphonse N'Silou; du Parti républicain et libéral d'Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes; de La Chaîne de Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou; du

Mouvement national pour la libération du Congo de Michel Mboussi Nguuari.

Il y a aussi le Parti pour la concorde et l'action politique d'Alexis Ndinga; de l'Union pour la République; du Parti pour l'action de la République MÃ d'Anguio-Ganguia Engambé; de l'Union pour la restauration du Congo de Dominique Basseyla; de l'Union pour la reconstruction et le développement du Congo de Luc Daniel Adamo Mateta; du Congrès des démocrates africains de Christ Antoine Walem-baud, de l'Union des démocrates humanistes-Yuki de Joseph Badiabio; du Parti pour l'unité, la liberté et le progrès de Médard Moussodia; du Parti panafricain pour la démocratie de Nazaire Nzaou; de l'Union patriotique pour la démocratie et le progrès d'Auguste Célestin Gongarad Nkoua; du Mouvement social pour la démocratie et la paix de Pascal Ngalibo; du Parti congolais écologiste et d'éthique de Jean Ebina. Le gouvernement

a reconduit, par ailleurs, le Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail de Claudine Munari; ainsi que l'Union pour la démocratie et la République -Mwinda de Guy Romain Kifoussia.

Le Mouvement pour les intérêts des Congolais et pour le salut d'Ernest Bonaventure Bavoueza Mizidi; l'Union des démocrates et des libéraux de Gaspard Kaya-Magane; le Congrès pour la démocratie et la République de Bonaventure Bouzika; Le Congo en marche de Jean Valère Mbani; l'Action permanente pour le Congo de Rodrigue Malanda Samba; l'Union patriotique pour le renouveau national de Mathias Dzon ont également conservé leur place dans la liste des reconnus. Le Conseil national des républicains de Frédéric Bintsamou « Ntumi »; le Mouvement Congo uni de Purhence Etoula Pominoko; et le Comité d'action pour le renouveau de Clotaire Mboussa Ellah sont également présents.

Parfait Wilfried Douniama

FINANCES PUBLIQUES

La longue marche vers la réduction de la dette

Le gouvernement s'est engagé à poursuivre ses efforts pour apurer la dette publique à 60% en 2029.

La situation de la dette publique du Congo en mai 2025 s'est établie, selon le rapport de la Caisse congolaise d'amortissement (CCA) publié le 5 août, à 8 386,77 milliards FCFA. Elle marque une légère hausse de 0,83% par rapport au mois précédent. Une évolution, attribuable à l'augmentation de 55,70% des décaissements qui ont atteint 301,89 milliards FCFA.

Ce fort accroissement des décaissements a été soutenu par le bond de 78,41% des décaissements domestiques via le marché des titres publics. Toutefois, il a été partiellement amorti par une hausse de 44,03% des paiements effectués, totalisant 247,18 milliards FCFA dans la même période.

Le stock de la dette publique à fin mai dernier se décompose comme suit : Club de Paris 2,86%; Non Club de Paris 13,99%; Multilatéraux, 13,37%; Commerciaux 7,73%; Dette du marché 31,28%; Dette bancaire 8,73%; Dette non conventionnée 22,03%.

« Les créanciers multilatéraux ont constitué les principaux bénéficiaires de ces paiements, pour un montant de 5,82 milliards FCFA, soit 95,72% du total », précisait le 23 juillet le ministre des Finances, Christian

Yoka, en Conseil des ministres. Avec un taux de dette publique estimé à 96% du Produit intérieur brut (PIB), le Congo serait classé en surendettement par la Banque mondiale (BM). Au regard de cette situation, les remboursements pour le mois d'avril dernier se sont établis à 169,74 milliards FCFA, composés de 152,35 milliards FCFA (89,75%) du principal et 17,39 milliards FCFA (10,25%) d'intérêts.

D'après le ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public, au cours du mois de mai, les remboursements du service de la dette publique ont augmenté de 44,03% par rapport au mois précédent. Ils sont composés de 219,61 milliards FCFA (88,84%), au titre du principal, et de 27,58 milliards FCFA (11,16%), au titre des intérêts. Les charges financières de la dette ont été exécutées à 418,9 milliards FCFA, pour une prévision de 225 milliards FCFA, soit 186,2% des prévisions annuelles. Cette charge se répartit entre dette intérieure et dette extérieure.

« La stratégie d'ensemble pour la période 2026-2028 sera de conforter les grands équilibres pour dynamiser la croissance et amplifier la baisse de l'endettement public », a fait savoir



le ministre qui évoque, au plan national, un niveau d'endettement élevé et des marges de manœuvres budgétaires limitées.

Situation prévisionnelle de la dette en 2025

Un rapport de la CCA publié le 5 août souligne que le service de la dette s'établit à 1 072,57 milliards FCFA pour la période de juin à décembre, avec une prépondérance des créanciers domestiques qui représentent 77,96% du service prévisionnel total.

En ce qui concerne la dette extérieure, note-t-on, les créanciers bilatéraux, commerciaux et multilatéraux représenteraient respectivement 9,99%;

8,13%; et 3,91% du service total. S'agissant de la dette intérieure, les paiements ont atteint 163,66 milliards FCFA, dont 149,48 milliards FCFA (91,33%), au titre du principal et 14,18 milliards de FCFA (8,67%), au titre des intérêts.

Viabiliser le budget et la dette, priorités essentielles

La viabilité budgétaire et la dette constituent une priorité essentielle du gouvernement congolais à court terme, puisque le pays est confronté à des défis importants dans la mobilisation des ressources intérieures. Cette situation risque, selon la BM, de saper à long terme la mise en œuvre des objectifs de développement, à l'instar du

Plan national de développement 2022-2026. Optimiste sur l'évolution d'endettement du pays, le Fonds monétaire international, dans un rapport publié en mars dernier, estime que la dette globale du Congo est « toujours » considérée comme une difficulté, mais surmontable.

L'atteinte de cet objectif ne sera cependant possible que par la poursuite rigoureuse des réformes structurelles enclenchées par le gouvernement, mais qui connaissent un retard. Il s'agit notamment de l'amélioration des finances publiques, la gouvernance et la transparence essentielles pour créer un espace budgétaire nécessaire à l'amélioration du social.

Guy-Gervais Kitina

INDUSTRIALISATION

La Bouenza, l'un des pôles industriels du Congo

Le tissu industriel du département de la Bouenza se renforce de plus bel, avec l'inauguration, en juin dernier par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, de la première distillerie du Congo à Nkayi et de l'usine de production de biocarburants à Loudima. Ces deux usines, ajoutées à bien d'autres en activité, font de ce département l'une des entités territoriales dont la présence industrielle est significative.

Portée par la société Somdia, pour un investissement d'environ 15 milliards FCFA, la distillerie du Congo produira de l'éthanol à 96°, destiné à alimenter les industries pharmaceutique, cosmétique et énergétique. Selon les experts, cette usine a une capacité de production de 50 m³ par jour, soit plus de 6 millions de litres de l'éthanol par an, pour une demande estimée à 5.5 millions de litres sur le marché national. Elle permettra de transformer la mélasse issue du raffinage du sucre produit par la Société agricole de raffinage industriel du sucre du Congo (Saris-Congo) en alcool alimentaire. Le produit fini permettra à l'industrie brassière de réduire les importations de la matière première, tout en sécurisant l'approvisionnement local.

La valeur ajoutée issue de cette unité industrielle permettra à la société Saris-Congo de lancer un nouveau plan d'investissement de plus de 34 milliards FCFA. Son ambition est d'augmenter à 20% sa capacité de production et à plus de 80 000 tonnes de sucre à l'horizon 2028.

Production de biocarburants, un défi pour le Congo

Denis Sassou N'Guesso a ensuite lancé les activités de la société Agri-hub. Le projet développé par Eni-Congo vise cette année la production d'un million



de tonnes d'huile végétale devant être transformée en biocarburant. Cette production devrait passer de 3 millions de tonnes en 2026 à plus de 5 millions en 2030.

Pour développer ses cultures qui servent de matière première, la société Agri-hub a acquis 15 000 hectares de terre dans les environs, avant d'élargir l'espace à 40 000 hectares à l'avenir.

Pour le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, le modèle économique initié par Eni-Congo est salvateur du fait qu'il a pour base la matière première locale. « Ce modèle permet de lutter contre la pauvreté, en développant la culture en milieu rural ; de structurer la filière agricole locale, tout en intégrant la chaîne de valeur mondiale du biocarburant. Enfin

il permet, à terme, de produire au plan national des biocarburants afin de combler le gap structurel en carburants et réduire de manière subséquente les importations de diesel », s'est réjoui Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

Pour son collègue en charge de l'Agriculture, Paul Valentin Ngobo, le Congo a franchi un nouveau cap dans son développement agricole. « La vraie clé

de voûte en matière agricole c'est la garantie de la collecte et de l'achat de la production à un prix juste, rémunérateur et transparent. C'est la fin de l'angoisse du lendemain, et donc le début de la capacité à planifier, à investir, à se projeter et à prospérer », a-t-il conclu.

Un bassin industriel

Parmi les industries opérationnelles dans la contrée depuis des années, l'on note, entre autres, l'usine de production des polymétaux de Mfouati. Développée par Soremi, cette usine devrait produire après sa mise en service en 2019 par le président de la République 20 000 tonnes de cuivre par an, destinées essentiellement à l'exportation. Elle devrait, ensuite, élargir ses activités à la production à grande échelle du zinc et du plomb.

Il y est installé aussi la cimenterie Dantogoté près du district de Yamba, dotée d'une capacité de production de 1,5 million de tonnes de ciment par an. Ce département abrite également la Société nouvelle des ciments du Congo, implantée dans le district de Loutété. Celle-ci produit environ 300 000 tonnes de ciment par an.

La présence de ces sociétés fait du département de la Bouenza l'un des pôles industriels du Congo.

Firmin Oyé

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

« Jeunes, osez entreprendre »

Soutenir l'auto-emploi et l'employabilité des jeunes est l'un des enjeux de la caravane de l'entrepreneuriat lancée par le département ministériel chargé des petites et moyennes entreprises, le 19 mars 2024 à Ignié, dans le département de Djoué-Lefini. L'initiative dont la philosophie se résume en une phrase : « Jeunes, osez entreprendre », a bouclé sa ronde dans le Nord du pays et se poursuit à ce jour dans l'axe Sud.

Après son passage dans douze localités allant d'Ignié à Epena dans la Likouala, la caravane de l'entrepreneuriat continue ainsi de sillonner les contrées de l'hinterland, notamment dans le département du Niari, pour mettre à la disposition des jeunes des informations utiles à la création d'entreprises, les aider à transformer leurs idées en projets réalisables. Aussi est-il question de susciter davantage de vocations entrepreneuriales suivant l'engagement pris par les pouvoirs publics autour du projet : « Un jeune, une entreprise ».

Les jeunes porteurs de projets bénéficient de la réduction de 75% des frais de création et de formalisation de leurs entreprises. Au lieu de s'acquitter de la somme de 100 000 FCFA qui est le montant de la taxe unique, ces derniers ne paient que la somme de 25 000 FCFA. « Le projet «Un jeune, une entreprise» consiste à créer, sur une période de douze mois, 10 000 entreprises, en subventionnant

les formalités administratives de création d'entreprise à hauteur de 75% du montant de la taxe unique de création pour les entreprises individuelles », a fait savoir la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, lors du lancement de cette caravane.

Le directeur général de l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises, Aimé Blanchard Linvani, abonde dans le même sens en soulignant : « A chaque étape, notre engagement est de donner à toutes les couches sociales un accès équitable aux ressources et aux opportunités entrepreneuriales. Aussi, de montrer à chacun de vous que l'entrepreneuriat est un moyen permettant de créer des emplois, stimuler la croissance et répondre aux défis socio-économiques de notre pays ». En tenant compte des potentialités des localités concernées, les animateurs de la caravane sensibilisent



Des jeunes bénéficiaires de la caravane de l'entrepreneuriat/DR

les bénéficiaires aux opportunités de création d'emplois qui existent dans leur environnement immédiat, les assistant dans l'élaboration des plans d'affaires. Il s'agit d'amener les jeunes à prendre conscience de ce

que les ressources disponibles dans leurs localités sont autant d'occasions à saisir pour réaliser des projets socio-économiques qui feront d'eux de vrais acteurs du développement.

Actuellement, la caravane de l'en-

trepreneuriat sillonne le département du Niari. Elle se poursuivra dans d'autres localités, précisément dans le département de la Likouala.

Rominique Makaya

LE PARCOURS DE L'INDE VERS LE « VIKSIT BHARAT »

11 ANS DE DÉVELOPPEMENT, DE PROGRÈS ET DE CONSTRUCTION NATIONALE

Dans la perspective de son développement rapide centrée sur l'humain visant à devenir un pays développé « Viksit Bharat @2047 » d'ici le centenaire de son indépendance, l'Inde a connu au cours de sa dernière décennie une évolution exceptionnelle sur le plan national et stratégique. L'appel lancé par le Premier ministre Narendra Modi à rompre avec la mentalité d'esclave et à se relever et briller en suivant le mantra « réformer, agir et transformer » a déjà commencé à porter ses fruits remarquables. Plus de 1 550 lois archaïques et contraignantes ont été abrogées et la jurisprudence a été modernisée. Classée 130 en 2017 dans l'indice « Ease of Doing Business » de la Banque mondiale, l'Inde est rapidement passée à la 63 place, entraînant une augmentation significative des investissements directs étrangers. L'écosystème de l'innovation a vu naître 1,6 million de start-up, contre seulement 500 il y a dix ans, avec 118 licornes. Passer du statut de « Fragile Five » à celui de 4 économie mondiale en une décennie est un exploit remarquable à tous égards. Selon Bloomberg, sur la base des données du FMI, la Chine, l'Inde et les États-Unis devraient être les trois moteurs de la croissance mondiale entre 2025 et 2030.

L'Inde s'est également imposée comme un acteur clé dans la lutte contre le changement climatique et un porte-parole contre « l'apartheid vert ». Elle s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2070, mais tout laisse à penser que cet objectif pourrait être atteint plus tôt. En 2015, l'Inde, conjointement avec la France, a lancé l'Alliance solaire internationale (ISA), sans doute l'initiative la plus conséquente depuis le Mouvement des non-alignés des années 1950. Réalisation majeure : 50 % de la capacité installée d'électricité de l'Inde provient désormais de sources non fossiles. Cela s'inscrit dans la quête de sécurité énergétique du pays, essentielle pour qu'il reste la principale économie à forte croissance dans le monde. L'Inde transforme l'ambition en action. Non seulement elle a lancé une autre initiative mondiale – « The Global Biofuels Alliance » – lors de sa présidence du G20 en septembre 2023, mais elle a également atteint ses objectifs de mélange d'éthanol bien avant la date prévue. Il en va de même pour ses Contributions Déterminées au niveau National (NDCs), où elle est la première et la plus rapide à se conformer.

La pandémie a frappé le monde de manière sans précédent. La réponse de l'Inde a été unique, guidée par sa devise inscrite dans son ADN : « Vasudhaiva Kutumbakam » (le monde est une seule famille). Quand les pays puissants accumulaient des vaccins et des médicaments à des

fins géopolitiques, l'Inde a non seulement fabriqué ses propres vaccins, mais aussi ceux d'autres pays, dont le Royaume-Uni et la Russie et a fourni des milliards de vaccins à plus d'une centaine de pays dans le cadre de son programme « Vaccine Maitri » (l'amitié vaccinale). Elle a dû, en parallèle, répondre aux besoins du sixième de la population mondiale vivant sur son sol. La santé étant devenue une priorité fondamentale, l'Inde a lancé le programme d'assurance financé par l'État, Ayushman Bharat – Pradhan Mantri Jan Arogya Yojana (AB-PMJAY), qui a considérablement pris de l'ampleur depuis 2014. Il s'agit d'un programme de santé public à grande échelle. Sous l'AB-PMJAY, 345 millions de cartes Ayushman ont été émises et 29 914 hôpitaux ont été agréés. Plus de 65 millions d'hospitalisations autorisées ont eu lieu dans le cadre du programme, qui a été étendu aux personnes âgées de plus de 70 ans.

L'Inde reste fondamentalement un pays agricole et les agriculteurs constituent son épine dorsale et sa sécurité alimentaire. Ainsi, même lors des négociations de Doha à l'OMC, l'Inde a toujours défendu la cause et les intérêts de nombreux pays en développement. Le Premier ministre Modi a annoncé le doublement des revenus des agriculteurs grâce à diverses initiatives et réformes de terrain. Parmi celles-ci : le programme de cartes de santé des sols pour tous les agriculteurs, le Marché agricole national (e-NAM), le Pradhan Mantri Krishi Sinchayee Yojana (PMKSY) et le Pradhan Mantri Fasal Bima Yojana (PMFBY) qui propose des primes très faibles aux agriculteurs. Le PMKSY, lancé en 2015, favorise l'utilisation de technologies de micro-irrigation – un véritable système d'assurance-récolte. Il n'est donc pas surprenant que la production céréalière soit passée de 252 millions de tonnes à 332 millions de tonnes en dix ans.

La lutte contre la pauvreté a été l'une des plus grandes priorités du gouvernement indien. Exploitant l'un des plus vastes programmes de sécurité alimentaire au monde, le système public de distribution ciblée, dans le cadre de la Loi nationale sur la sécurité alimentaire, couvre 81,35 crores de bénéficiaires (plus de 800 millions de personnes) en zones rurales et urbaines. Des décisions récentes, comme la prolongation pour cinq ans supplémentaires de la distribution gratuite de céréales dans le cadre du Pradhan Mantri Garib Kalyan Anna Yojana, illustrent l'engagement du gouvernement.

L'autonomie (« Atmanirbhar Bharat ») est devenue la clé du « Make in India for the world » (Fabriqué en Inde pour le monde) et du concept

« local for global » (local pour le monde), afin d'intégrer les chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales, tandis que l'Inde s'impose comme le centre mondial de la fabrication intelligente et des services. Avec sa politique de tolérance zéro face au terrorisme, ses systèmes de défense indigènes ont fait des ravages chez l'ennemi lors de l'opération Sindoor contre les refuges terroristes basés au Pakistan.

L'Inde a excellé non seulement dans l'exploration spatiale – du premier alunissage sur le pôle sud lunaire à la mission Gaganyaan – mais aussi grâce à son infrastructure publique numérique (Digital Public Infrastructure – DPI) et à l'identifiant numérique unique Aadhaar, ainsi qu'à un nombre exceptionnellement élevé de comptes bancaires permettant la distribution directe d'aides et de paiements. En liant Aadhaar aux comptes Jan Dhan et aux numéros de téléphone portable (la « trinité JAM »), le gouvernement a rationalisé la distribution des programmes sociaux, réduit la fraude et assuré que les prestations parviennent directement et efficacement aux bénéficiaires. Cela s'est révélé particulièrement crucial pendant la pandémie, permettant un versement rapide et ciblé des aides financières aux personnes les plus touchées. Tous ces outils et biens publics numériques ont été mis à disposition du monde, notamment des pays en développement. « L'IA pour tous », « Une seule Terre, une seule santé », « Un seul réseau, un seul monde » ne sont pas de simples slogans mais bien des orientations politiques de l'Inde renaissante, ancrées dans son ethos civilisationnel.

Dans un ordre mondial fragmenté, la politique étrangère indienne, fondée sur des valeurs, s'est affirmée, devenant robuste, résiliente et axée sur les résultats, tout en cherchant à renforcer l'ensemble de son spectre de puissance grâce à l'autonomie stratégique et aux multi-alignements, consolidant un multilatéralisme réformé et une multipolarité assumée. Cela s'est manifesté récemment lorsque le Premier ministre Modi a de nouveau été invité par le Premier ministre Mark Carney au sommet du G7 au Canada, malgré des relations plus fraîches, car il jugeait important d'avoir l'Inde à la table des discussions. L'Inde devient de plus en plus une puissance normative, du G7 au G20, en passant par les BRICS et au-delà. Elle sert les intérêts du Sud global par l'exemple et le plaidoyer, en étant une voix crédible tout en promouvant l'inclusivité et les approches centrées sur l'humain.

(Amb. Anil Trigunayat est ancien ambassadeur de l'Inde et membre distingué de la Vivekananda International Foundation)

ALASKA

Trump et Poutine en terre «commune»

Après une série d'annonces infructueuses, les présidents américain et russe se réuniront finalement ce vendredi 15 août en Alaska. Outre la perspective de relancer la coopération bilatérale Washington-Moscou, le conflit russo-ukrainien sera au cœur du sommet entre les deux chefs d'Etat. Approche-t-on du bout du tunnel ?

Peut-être sera-t-elle la rencontre de l'année. L'entrevue entre le président des Etats-Unis d'Amérique, Donald Trump et son homologue de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, sera de loin la plus scrutée et la plus médiatisée au regard de ses enjeux et du poids des deux dirigeants. Elle se tient aux Etats-Unis, et non pas en terrain « neutre » comme le suggérerait la partie russe qui citait entre autres destinations probables les Emirats arabes unis.

Alaska ? « Logique » a fini par concéder le chef du Kremlin donnant raison au locataire de la Maison Blanche pour le choix symbolique de cette ancienne possession de l'empire de Russie. Les deux chefs d'Etat se retrouvent en terre « connue » si on peut dire. Sept mois après son retour au pouvoir, Donald Trump concrétise son vœu maintes fois exprimé de mettre fin à la guerre d'Ukraine qu'il impute entre autres aux choix politiques de son prédécesseur, Joe Biden. Il reste maintenant à savoir ce qui sortira de cette réunion bilatérale tant attendue. D'un côté un groupe de pays, globalement du Sud, y voit une opportunité de mettre un terme à la guerre ; de l'autre

la majorité des pays membres de l'Union européenne redoute une solution qui marginaliserait l'Ukraine, l'une des parties belligérantes. Pour cela, ils appellent le président américain à la vigilance et maintiennent contre la Russie la pression maximale sur les plans économique, militaire, diplomatique, culturelle, sportive et médiatique, telle qu'elle est en œuvre depuis le début des hostilités en février 2022.

Donald Trump et Vladimir Poutine vont dialoguer en tête-à-tête loin des regards de leurs alliés respectifs en ayant pris soin de les « briefer ». Dès qu'il a estimé le rendez-vous réalisable, le président américain en avait informé le Premier ministre britannique Keir Starmer, le Chancelier allemand Friedrich Merz et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. De son côté, le président russe s'était entretenu avec son voisin biélorusse Alexandre Loukachenko, ses amis des BRICS, le président chinois Xi Jinping et le Premier ministre indien, Narendra Modi.

Au fond, la division du monde en deux blocs réapparue avec la guerre en Ukraine pourrait s'amplifier ou amorcer un ralentissement à l'issue du sommet



Trump-Poutine. Voir la paix reprendre ses droits est à n'en point douter le souhait des populations civiles ukrainiennes et russes prises en étau dans les zones de combat et au-delà. La mission du président américain prend toute sa dimension de mission de salut public à cet instant. Même s'il s'y emploie avec son tempérament, tous les dirigeants soucieux de construire la stabilité internatio-

nale devraient trouver dans la pléiade des déclarations de ce dernier les points nodaux pour faire avancer la cause de la paix. Dans ce moment d'impasse où les décideurs européens eux-mêmes qui vivent la guerre sur leur sol ont tourné le dos au dialogue privilégiant la rhétorique guerrière, l'Américain Trump apparaît comme le faiseur de paix et le revendique. On a beau lui reprocher ses ini-

mitables volte-face, le président des Etats-Unis use de la position centrale de son pays dans la marche des affaires du monde pour briser les tabous et déconstruire les leçons apprises sans à tous les coups faire l'unanimité. À l'issue du sommet, l'on saura où ses discussions avec le Russe Poutine les auront menés. Entre les propositions de cession des territoires ukrainiens aux mains des Russes et le refus catégorique de Kiev de s'y résoudre ; entre la volonté déclarée des Américains de se retirer du conflit au profit de l'Europe des « volontaires » emmenée par Paris, Londres et Berlin ; entre les attentes des populations civiles exténuées ; entre les intérêts économiques, politiques, stratégiques et idéologiques des uns et des autres, Trump et Poutine marchent sur les œufs.

Les experts les mieux introduits dans les arcanes de cet imbroglio ne sont pas au bout de leurs cogitations. Ils font dans le « ça passe, ou ça casse », admettant une évolution des positions et prédisant le pire au cas où l'Alaska accouchait d'une souri. Il faut pourtant que ça passe et que le monde se rassérène. Suivons !

Gankama N'Siah

UNESCO

Le Congo porte un programme tourné vers l'avenir

L'agenda de la diplomatie congolaise est marqué ces derniers mois par la candidature de Firmin Édouard Matoko à la direction générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Fort de son parcours professionnel entièrement dédié à la diplomatie onusienne, l'actuel sous-directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures de l'Unesco entend succéder à la Française Audrey Azoulay.

Économiste du développement, diplomate et spécialiste en relations internationales, Firmin Édouard Matoko porte un programme axé sur l'avenir. Ce programme permettra la modernisation malgré la confrontation des défis actuels du changement climatique et de la préservation de l'écosystème. Il prévoit « une organisation totalement investie dans le rôle qui lui est propre, de défense de ses multiples actions ». Le programme évoque la nécessité de planifier et de mieux gérer les systèmes éducatifs à l'heure de l'intelligence artificielle où l'Unesco doit se maintenir dans sa vocation universelle.

Après plus de trente années au service des idéaux de cette noble institution, le candidat congolais souhaite que l'idée perdure et que la vision partagée par tous soit « celle qui prévaudra au milieu des incertitudes d'aujourd'hui qui interpellent plus que jamais la mission universelle de notre organisation : contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion... »

Firmin Édouard Matoko veut réaffirmer la centralité du mandat de



La délégation congolaise reçue par le président Sud-africain DR

l'Unesco et la force du multilatéralisme. Car, il estime qu'une nouvelle gouvernance mondiale se profile à l'horizon, « rendant caduques les grilles de lecture traditionnelles ».

De ce fait, il est question, d'après lui, « d'affiner, d'adapter les méthodes de travail ». Pour y parvenir, le candidat met en avant sa vision sur trois piliers incontournables qui sont : l'acte constitutif de l'Unesco, garant de son universalité ; les organes directeurs (la Conférence générale, le Conseil exécutif, les instruments de décision et d'orientation stratégique) ; et le secrétariat pour lequel l'interaction avec l'ensemble des partenaires institutionnels et de la société civile doit être davantage priorisée (Commissions nationales, associations et clubs

Unesco, écoles associées, réseaux professionnels publics et privés, etc).

Plaidoyer en faveur du candidat congolais

Pour une élection prévue en novembre prochain lors de la 43e session de la conférence générale de l'Unesco qui aura lieu à Samarcande, en Ouzbékistan, Firmin Édouard Matoko fera face à deux autres candidats : Khaled Ahmed El-Enany Ali Ezz d'Égypte et Gabriela Lian Ramos Patino du Mexique.

Toutefois, le Congo multiplie des stratégies pour faire élire son candidat à la tête de l'Unesco. D'où l'implication personnelle du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, par l'entremise du Premier ministre,

Anatole Collinet Makosso, ainsi que des membres du gouvernement. Ce dernier a sillonné l'Afrique et autres pays du monde pour porter la candidature du Congolais au poste de directeur général de l'Unesco. Dans le cadre des consultations administratives menées en vue de sa campagne pour cette élection d'envergure internationale, Firmin Édouard Matoko a rencontré, en mars dernier, plusieurs autorités congolaises dont le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou N'Guesso.

Saluant l'engagement de l'ancien sous-directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures de l'Unesco, l'Asie a annoncé, en juin dernier, qu'elle entend se tenir « aux côtés de Firmin Édouard Matoko, candidat du Congo-Brazzaville et de son président, Denis Sassou N'Guesso, pour le soutenir et l'accompagner sans faille ».

« Un remarquable soutien et un accompagnement efficace de la part des missions diplomatiques accréditées auprès des pays que j'ai pu visiter au cours de ma première tournée en Asie : Vietnam, Japon, Indonésie, Chine, Inde où j'ai été chaleureusement et cordialement accueilli par les autorités nationales en charge de l'Unesco », a écrit Firmin Édouard Matoko sur sa page Facebook.

Pour sa part, le ministre des Affaires

étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, accompagné du candidat Firmin Édouard Matoko, a effectué, du 21 au 25 juillet dernier, une tournée africaine qui l'a conduit successivement en Angola, en Afrique du Sud, au Mozambique, à Gaborone (Botswana) et Port-Louis (Ile Maurice), en Tanzanie et à Addis-Abeba (Ethiopie), pour des entretiens avec ses homologues ministres des Affaires étrangères et des chefs d'Etat, en vue de soutenir la candidature d'Édouard Firmin Matoko.

La candidature congolaise à la direction générale de l'Unesco a été également évoquée le 10 août, par le président de la République de Djibouti, Ismail Omar Guelleh, et Jean-Claude Gakosso, porteur d'un message du chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso à son homologue djiboutien.

Partout, le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger a plaidé pour un large soutien africain en faveur du candidat congolais qui a l'avantage de bien connaître la maison Unesco et surtout, d'avoir une bonne connaissance des attentes des pays africains. S'il est élu, Édouard Firmin Matoko sera le deuxième en Afrique saharienne à diriger l'Unesco, après le Sénégalais Amadou Mathar-Mbow, qui est resté à la tête de cette organisation onusienne durant treize ans (de 1974 à 1987).

Yvette Reine Boro Nzaba



Prêt RENTRÉE SCOLAIRE 2025



Obtenez jusqu'à

1 000 000 FCFA

Offre valable
du 04 août
au 31 octobre 2025



06 987 90 00 - mucodec.com



Encore plus proche de vous !

**Le CONGO,
la FIBRE qui
NOUS UNIT!**

République
du Congo

65
ANS

D'INDÉPENDANCE

1960 - 2025



AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Dans le cadre de l'exécution de son programme d'amélioration des conditions de travail, de son personnel et de la modernisation de ses infrastructures afin d'offrir une expérience exceptionnelle à ses clients, Ecobank Congo souhaite s'attacher les services d'un ou plusieurs prestataires pour entreprendre les travaux d'aménagement du premier étage du siège d'Ecobank en agence Premier Banking dans le strict respect des normes définies dans le cahier de charges relatives à chaque lot comme ci-dessous :

Lot n°1 : Menuiserie aluminium / vitrerie / placoplâtre alu opaque

Lot n°2 : Plomberie sanitaire

Lot n°3 : Serrureries

Lot n°4 : Revêtement sol / carrelage / tapis

Lot n°5 : Menuiserie intérieure bois / quincaillerie

Lot n°6 : Electricité / courant fort et faible

Lot n°7 : Climatisation

Lot n°8 : Peinture

Ledit cahier des charges ainsi que le dossier de soumission sont disponibles à la Direction Juridique/Secrétariat du Conseil d'Administration, située au 2ème étage du siège social, contre paiement d'un montant non remboursable de **cinq cent mille Francs CFA (500.000 FCFA)**.

Les dossiers de candidature devront comprendre une offre technique et une offre financière, dûment signées et cachetées par le représentant légal de la société postulante. Ces offres devront être présentées **en trois (3) exemplaires : Un (1) original et Deux (2) copies + une (1) version électronique sous clé USB (format PDF)**.

Les dossiers complets doivent être déposés au plus tard le lundi 08 septembre 2025 à 16h00, date limite de réception des candidatures, auprès de la Direction Juridique/Secrétariat du Conseil d'Administration, situé au 2ème étage du siège social d'Ecobank Congo SA.

La visite des lieux par tous les soumissionnaires s'effectuera le 25 août 2025 à 10h00.

Les offres seront accompagnées d'une caution de soumission de **deux millions de Francs CFA (2.000.000 FCFA)**.

Chaque enveloppe devra porter les mentions suivantes :

**« APPEL D'OFFRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU PREMIER ETAGE DU
SIEGE D'ECOBANK EN AGENCE PREMIER BANKING CENTRE- VILLE
BRAZZAVILLE ».**

**A Monsieur le Directeur Général
ECOBANK CONGO SA,
BP : 2485 Centre-Ville Brazzaville, Immeuble ECOBANK CONGO
Tél. +242 05 200 62 62 / 06 719 01 01**

Toute offre reçue au-delà du délai ci-dessus fixé ou en un lieu autre que le siège social de ECOBANK CONGO SA, sera rejetée systématiquement. Chaque soumissionnaire soumissionnera à tous les lots.

**Otis MOUSSAKI
Directeur Général Adjoint**

Ecobank Congo

Croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amilcar CABRAL - Quartier de la plaine, Centre-Ville / B.P. 2485, Brazzaville

Tél.: (+242) 05 200 62 62 / (+242) 06 719 01 01 - Email : ecobankcg@ecobank.com

www.ecobank.com

**ECOBANK CONGO
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ADJOINT**

65 ANS DE CULTURE CONGOLAISE

Influences et avenir

Depuis le 15 août 1960, le Congo s'affirme comme une terre de talents et d'inspiration. De la rumba des Bantous de la capitale à l'école de peinture de Poto-Poto, en passant par le théâtre corrosif de Sony Labou Tansi et la jeune création numérique, la culture congolaise a traversé les époques en conjuguant identité, audace et ouverture.

Le 15 août 1960, au moment où le drapeau tricolore vert-jaune-rouge remplace l'étendard français, la création congolaise s'apprête à vivre une ère d'effervescence. Le climat politique et social nourrit une fierté retrouvée qui irrigue toutes les formes d'expression tant économique, politique, sociale, religieuse et même artistique. Et s'agissant de cette dernière, le Congo se verra impacté de plusieurs manières.

En musique, par exemple, la rumba congolaise, déjà populaire avant l'indépendance, prend un nouvel essor. Les Bantous de la capitale, fondés en 1959 par Jean-Serge Essous et Nino Malapet, deviennent l'un des porte-étendards du Congo. Leur sonorité, mélange de traditions locales et de modernité, conquiert l'Afrique centrale. Parallèlement, des voix engagées comme celle de Franklin Boukaka portent un message social et panafricain, notamment avec des titres tels Le bûcheron.

Dans les arts visuels, l'école de peinture de Poto-Poto, créée en 1951 par Pierre Lods, atteint sa pleine maturité. Les toiles éclatantes, inspirées du quotidien urbain et rural, s'exportent à Paris, New York et Tokyo. Des figures comme Marcel Gotène, François Thango, François Iloki, Philippe Owassa, Joseph Dimi, Nicolas Ondongo, Jacques Zigoma, Eugène Malonga, André M'Bon, Michel Hengo... ont contribué à la renommée internationale du Congo et particulièrement de l'école, connue pour son style distinctif et son expression de «l'africanité».

Au théâtre et en littérature également, des plumes émergent. Emmanuel Dongala, jeune chimiste passionné d'écriture, signe ses premières nouvelles. Le théâtre amateur se professionnalise, avec l'arrivée des dramaturges comme Guy Menga ou Sony Labou Tansi. Leurs textes, souvent joués dans les maisons de culture et sur les places publiques, questionnent le rapport au pouvoir, à la modernité et à la tradition.

1980-1999 : résistance, engagement et ouverture

La décennie 1980 s'ouvre sur un contexte politique marqué par des tensions, mais les artistes transforment la scène culturelle en espace de parole et de résistance. Au théâtre, Sony Labou Tansi, en collaboration avec Nicolas Bissi et Marie-Léontine Tsiminda, fonde le Rocado Zulu Théâtre en 1980. Ses pièces, comme « La Parenthèse de sang » ou « Antoine m'a vendu son destin », voyagent de Brazzaville à Avignon, imposant le Congo comme un foyer de création théâtrale mondiale. Son écriture, à la fois poétique et incisive, devient un modèle d'engagement artistique et en parallèle de dénonciation des vices sociaux. En musique, l'orchestre Extra Mu-

sica, créé en 1993 à Brazzaville, incarne la relève. Porté par Roga-Roga, le groupe modernise le rythme congolais mêlant soukous et rumba, et en fait un produit d'exportation, tout en restant profondément ancré dans les sonorités locales. Trois ans plus tard, le Festival panafricain de musique naît et pour les artistes congolais, comme ceux des autres pays du continent, c'est une belle vitrine d'expression et de promotion. Bisso Na Bisso, collectif en partie brazzavillois créé en 1999, qui fusionne rap et rumba, fait ses premiers pas et apporte un nouveau souffle musical dans le pays. À côté, l'on voit aussi Kevin Mbouandé et le groupe Patrouille des stars s'illustrer par leur talent.

Dans les arts visuels, des artistes comme Bill Kouélany apparaissent peu à peu sur la scène brazzavilloise. Sa peinture et ses installations, créées dans une réflexion sur la mémoire et la violence, annoncent les orientations de l'art contemporain au Congo. Et, la littérature voit l'affirmation d'Henri Lopes, Jean-Baptiste Tati Loutard, Sylvain Bemba ou encore Marie-Léontine Tsiminda... qui offrent au roman et à la poésie congolais une visibilité sur les scènes francophones.

2000-2015 : renaissance créative et nouvelles plateformes.

Après les conflits des années 1990, le début des années 2000 est celui d'une reconstruction sur tous les plans en République du Congo. La culturelle ne déroge pas à la règle.

Dans la musique, Extra Musica continue de régner, mais d'autres artistes se distinguent, tels Zao, qui mêle humour et engagement social. On compte également dans la même décennie des groupes et artistes comme Bana Poto-Poto ; TH musica ; Trésor Mvoula ; DJ Rox ; DJ Antivirus ; Nzete Oussama... qui contribuent à la vie musicale congolaise.

Au théâtre, le festival Mantsina sur scène, fondé en 2003 par la comédienne congolaise Sylvie Diclo Pomos, devient un rendez-vous majeur. Organisé chaque fin d'année à Brazzaville, il attire des metteurs en scène et comédiens d'Afrique, d'Europe et des Amériques, tout en offrant une vitrine à la jeune création congolaise. L'humour aussi se professionnalise davantage jusqu'à avoir un festival international créé en 2004 par Lauriathe Céphyse Bikouta et dénommé « Festival tuSeo ». En arts visuels, Bill Kouélany fonde Les Ateliers Sahn en 2012, un espace de formation et de résidence pour jeunes artistes visuels, poètes et performeurs, qui permet à une nouvelle génération de s'exprimer et de s'affirmer.

En littérature, des auteurs à l'instar d'Alain Mabanckou, bien que basés à l'étranger, prennent le relais d'une génération d'écrivains qui conti-



Des archives du mythique orchestre congolais Les Bantous de la capitale en plein show musical/DR

nent à nourrir la scène littéraire congolaise à l'international par leurs œuvres et des échanges avec les jeunes auteurs. À ses côtés, d'autres plumes ou noms suscitent également admiration et respect, à l'instar de Gabriel Mwènè Okoundji, André Patient Bokiba, Émile Gankama, Ali-ma Madina, Pierre Ntsemou, Henri Djombo, etc.

2016-2025 : créations artistiques, numérique et globalisation

Au Congo, la dernière décennie est une période qui a non seulement connu la floraison de la vie artistique dans les grandes villes du pays mais aussi celle qui a connu une accélération des échanges grâce au numérique. La littérature continue de se déployer avec brio. La musique, autrefois jouée en live ou écoutée à la radio, s'invite sur les plateformes numériques comme YouTube, Spotify et TikTok au point de devenir viral à travers des challenges ou reprise en tout genre. Des artistes comme Roga-Roga, Tidiane Mario, Fanie Fayar, Les mamans du Congo, Nestelia Forest... touchent un public intergénérationnel de divers horizons. Les clips mêlent danses urbaines, décors brazzavillois et codes visuels globaux. Les spectacles peuvent être suivis par des milliers d'internautes à distance mais en temps réel. La possibilité aussi d'être repéré par des managers, sponsors, tourneurs ou producteurs grâce à une visibilité qu'offrent ces plateformes en ligne.

De même, les arts visuels connaissent un regain d'intérêt grâce à des expositions itinérantes et aux réseaux sociaux. Des plasticiens à l'image de Bil Kouélany, Sardoine Mia, Punch Mak et bien d'autres exposent de plus en plus à Brazzaville et surtout à l'étranger. On assiste désormais à la naissance des galeries virtuelles. À ce propos, l'école de peinture de Poto-Poto qui autrefois se contentait d'être accessible physiquement a été dotée d'une plateforme en ligne en 2024. Ce, avec l'appui des ministères des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique ; de l'Industrie culturelle ; des Petites et moyennes entreprises. La photographie aussi revêt des lettres de noblesse grâce au génie des artistes comme Baudoin Mouanda, Robert Nzaou, Lebon Zed, Armel Luyzo... qui participent à différents festivals et contribuent à faire connaître le talent local.

La danse ne reste pas en marge car ce qui était pris pour une distraction dans les années antérieures devient un art respecté comme tout autre.

Les artistes solo ou groupes émergent, reçoivent des distinctions et font le tour du monde, notamment Sam BB, Karel Kouelany, Pop Ice, etc. Aussi, le Congo qui s'ambiançait au rythme du « ndombolo » venu de la République démocratique du Congo se voit être doté d'une chorégraphie plus urbaine dénommée « mopacho » et devenue une marque déposée du pays, contribuant à son identité culturelle et artistique.

À côté des figures comme Sébastien Kamba, pionnier du cinéma congolais, l'on assiste dans cette période de l'évolution du pays à l'émergence de nouveaux visages. Le documentaire s'illustre avec des réalisateurs comme Hassim Tall Boukambou ou Michael Gandoh. La fiction prend de l'ampleur, portée par des initiatives indépendantes et des coproductions avec des partenaires africains et européens grâce à des réalisateurs de la trompe de Claudia Yoka, Richi Mbebele, Liesbeth Mabilia, Amour Sauveteur, Albe Diaho, Saïd Bongo, etc.

« Avec l'avènement d'internet, la création s'est largement démocratisée en ligne. Face à une concurrence accrue, les artistes redoublent d'efforts pour proposer des contenus toujours plus attractifs. De nouvelles disciplines émergent, telles que le web-humoriste ou le web-comédien », a confié le photographe Lebon Zed.

La mode émerge tel un champ de création reconnu. Des créateurs locaux revisitent le pagne et biens d'autres tissus traditionnels ou modernes en y ajoutant des coupes contemporaines, avec un ancrage fort et une visibilité renforcée par les réseaux sociaux. Parmi les fiertés du pays, Hippolyte Diayoka Adriana Talansi, etc.

Le slam, un genre artistique mêlant poésie et musique urbaine s'invite sur la scène et conquiert un public majoritairement jeune. Des voix comme celles de Mariusca Moukengue, Black Panther, Mwassi Moyindo retentissent. « Le slam est un art qui a su vendre les couleurs de la poésie congolaise à l'échelle internationale. Il apporte un souffle nouveau dans la sphère culturelle à travers les collaborations des artistes slameurs et d'autres disciplines. Il faut aussi noter que la création d'un nouveau festival de slam, le Festival international Slam-mouv, a su vendre la destination Congo dans la mesure où il fait briller les couleurs de la culture congolaise », a notifié la slameuse Mariusca.

Défis et perspectives

Si le dynamisme culturel du Congo est indéniable, le talent et les créations de plus en plus affinés, un cadre juridique adopté en 2022 sur le statut de l'artiste..., les défis restent néanmoins importants : le financement des projets artistiques par les nationaux, la valorisation et la conservation du patrimoine matériel et immatériel culturel et artistique, la consommation massive des œuvres congolaises par les Congolais, la visibilité à l'échelle continentale et mondiale, la pluralité des espaces d'expression culturels, la décentralisation de la vie culturelle et artistique, etc.

« Un pays sans cinéma se prive de miroir ; et depuis l'indépendance, le Congo peine à s'y refléter. Soixante-cinq ans après l'indépendance, notre cinéma n'a toujours pas su raconter l'essentiel de notre mémoire collective. C'est regrettable, car tout ce temps aurait pu servir à transmettre nos histoires, honorer nos héros et faire rayonner notre culture au-delà de nos frontières. Certes, quelques cinéastes passionnés ont réalisé des œuvres et certains festivals ont vu le jour. Mais sans politique publique ambitieuse, sans infrastructures adaptées et sans véritable économie du secteur, ces efforts demeurent isolés », pense Richi Mbebele, réalisateur congolais.

Un avis que partage aussi le photographe congolais Lebon Zed. « 65 ans d'indépendance, le Congo peine encore à instaurer une véritable politique culturelle. Les opérateurs et acteurs culturels luttent pour s'imposer sur la scène artistique nationale. Dans la plupart des cas, ces opérateurs dépendent de financements externes », souligne-t-il. Pour lui, très peu de mécènes nationaux et décideurs politiques soutiennent les projets culturels et artistiques. « Un effort majeur reste à fournir », estime-t-il.

Face à cela, quelques solutions se dessinent déjà, à savoir le renforcement des résidences artistiques, la numérisation et la restauration des archives ainsi que des structures artistiques, l'intégration de la culture dans les stratégies de développement économique... Le souhait des artistes serait de voir enfin une révolution plus significative du secteur afin qu'ils soient davantage en mesure de vivre de leur métier mais surtout que le secteur contribue au développement financier et touristique du pays.

Merveille Jessica Atipo

65 ANS D'INDÉPENDANCE

Une culture vivante entre mémoire et modernité

Le Congo célèbre ses 65 ans d'indépendance ce 15 août. Plus qu'une date politique, c'est une célébration artistique. Musique, danse, théâtre, mode, arts visuels et festivals racontent l'histoire et l'avenir d'un pays qui se réinvente.

Musique : un héritage vivant

La musique est une mémoire vivante. La rumba et le soukous continuent de résonner à travers le pays. Des orchestres emblématiques comme Les Bantous de la capitale ou Extra-Musica revisitent les rythmes traditionnels pour la nouvelle génération.

Les festivals donnent corps à cette énergie. Le Festival panafricain de musique (Fespam), biennal panafricain de musique; Mantsina sur scène, festival de théâtre et d'arts vivants; TuSeo, festival d'humour; ou encore Les feux de Brazza valorisent les musiques et danses traditionnelles. Ces rendez-vous témoignent d'une vitalité créative intacte.

Avec la nouvelle génération, la scène musicale congolaise est en pleine effervescence, portée par de jeunes artistes qui réinventent la rumba tout en explorant des sonorités urbaines contemporaines. Ces jeunes talents, ancrés dans leurs racines culturelles, intègrent des influences variées telles que le hip-hop, l'afrobeat et le slam, créant ainsi une musique hybride qui séduit un public de plus en plus large. Des artistes comme Cegra Karl, Chikito Makinu surnommé « Le Prince Golois », incarnent cette nouvelle vague de la rumba congolaise. Ils proposent une musique élégante et émotive, fidèle aux traditions tout en intégrant des éléments modernes. Cette scène est également marquée par l'émergence de nouveaux talents tels que Patern Maestro qui fusionne rap folklorique et hip-hop. Ces artistes explorent de nouveaux horizons musicaux, contribuant ainsi à la richesse et à la diversité de la musique congolaise contemporaine.

Le rap féminin à l'honneur

Jessy B, lauréate du Prix Découvertes RFI 2023, s'impose comme une figure incontournable du rap congolais. Née à Brazzaville en 2002, elle mêle afro-rap et hip-hop pour aborder des thèmes tels que l'émancipation des femmes et les réalités sociales. Sa voix percutante et son engagement lui ont permis de se produire sur la scène internationale, notamment à



La slameuse Mariusca sur la scène du Fespam/DR

Paris lors des Jeux Olympiques de 2024.

Le slam engagé

Parmi les figures emblématiques de cette nouvelle vague qui inspire, Mariusca Moukengue, alias « Mariusca la Slameuse », s'impose comme une artiste incontournable de l'univers du slam. Née à Sibiti, dans le département de la Lékoumou, elle débute sa carrière artistique dans le théâtre avant de se former au slam en 2015. Son style percutant et ses textes empreints d'humanisme lui ont valu de nombreuses distinctions, dont le Prix Prince Claus en 2022 pour son engagement culturel, et le titre de Championne Unicef pour les droits des enfants au Congo.

En 2024, elle a marqué les esprits en se produisant au Palais des congrès de Brazzaville devant plus de 1000 spectateurs, un événement historique pour la scène slam congolaise. Son projet « Slamunite » a également permis à de nombreux jeunes de s'exprimer à travers la poésie, favorisant leur épanouissement personnel et social.

Mariusca a également brillé de mille feux en confirmant son talent de conteuse contemporaine sur la scène du Fespam 2025. La nouvelle génération de la musique congolaise incarne un renouveau

créatif, alliant tradition et modernité, et s'affirme comme un acteur majeur de la scène musicale africaine.

La plume congolaise se réinvente

La littérature congolaise vit un renouveau entre auteurs établis et jeunes talents émergents. Elle reflète les réalités sociales, politiques et culturelles du pays. Parmi les récentes publications qui le témoignent, l'on retrouve l'ouvrage « Tribaliste : Toi-même », de l'écrivain et journaliste congolais Emile Gankama.

Ce livre invite à la réflexion sur les rapports humains et la responsabilité individuelle au sein de la société congolaise.

Par ailleurs, la Rencontre littéraire du Congo, qui célébrera sa 8e édition du 25 au 27 septembre prochain, traduit également cette dynamique. L'événement valorise les œuvres locales dans tous les genres (roman, poésie, essai, nouvelle et théâtre) et décerne des distinctions pour récompenser l'excellence littéraire.

Des écrivains comme Nicole Mballa, lauréate du Prix Jean-Malonga 2024, ou Malachie Cyrille Roson Ngouloubi, distingué comme meilleur écrivain de l'année, illustrent la vitalité et la reconnaissance de la scène littéraire locale.

Une anthologie regroupant plus de 400 auteurs congolais a été publiée récemment, offrant une visibilité inédite à ces créateurs et constituant une référence pour les générations futures.

Parmi les figures emblématiques, Alain Mabanckou continue de séduire le public international avec ses romans mêlant réalisme magique, satire et réflexion sociale. À ses côtés, des auteurs comme Fann Atiki, Nicole Mballa et Malachie Ngouloubi explorent des thèmes contemporains, affirmant la diversité et la richesse du paysage littéraire congolais.

Aujourd'hui, la littérature congolaise n'est plus seulement un moyen de raconter le passé ou d'exprimer une identité nationale, elle devient un vecteur d'échanges intergénérationnels.

La Sape, entre élégance et identité

Dans les rues de Brazzaville, les sapeurs

ne passent jamais inaperçus. La Société des ambassadeurs et des personnes élégantes (Sape) continue de faire de l'élégance un acte d'affirmation identitaire. « Nos tenues racontent notre histoire, notre dignité et notre art de vivre malgré les difficultés », confie Penda Sako, fondatrice de Sako couture, qui mêle pagnes et textiles traditionnels à des créations modernes.

Autre visage de la mode congolaise, Trifon Lionel Galu, de LioCruss Style Design, puise son inspiration dans les années 1960-1970 pour habiller la jeunesse brazzavilloise, tandis qu'Edouarda Diayoka (Louata) cherche à exporter la créativité congolaise au-delà des frontières. La Semaine de la mode de Brazzaville et le défilé Sako couture de juillet dernier sont autant de vitrines de ce savoir-faire.

Arts visuels et photographie contemporaine

Le festival Kokutan'Art, initié en 2020 par le photographe congolais Zed Lebon, est devenu un rendez-vous incontournable pour les photographes d'auteur. Sa cinquième édition, tenue du 6 mai au 6 juin derniers, à l'Institut français du Congo à Brazzaville, a exploré le thème « Afrotopiques : ré-imaginer les possibles ». L'événement a réuni des artistes venus d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, offrant une plateforme d'échanges et de découvertes visuelles.

Le festival a également proposé des ateliers de formation pour les jeunes photographes locaux, renforçant ainsi le développement de la scène photographique congolaise.

Baudouin Mouanda : un regard unique sur Brazzaville

Photographe congolais, Baudouin Mouanda est reconnu pour sa capacité à capturer l'essence de la vie à Brazzaville. Ses séries, comme « Le ciel de saison », explorent les défis environnementaux et sociaux tout en mettant en lumière la résilience des habitants. Ses expositions récentes, en Allemagne et à Brazzaville, ont permis de faire rayonner le regard

congolais à l'international.

En 2025, Mouanda a exposé à l'Institut français de Dresde, en Allemagne, dans le cadre du cinquantième anniversaire du jumelage entre Dresde et Brazzaville. Cette exposition a présenté quatre séries photographiques illustrant sa perspective de la vie à Brazzaville.

Espaces culturels : des lieux de mémoire et de création

À Brazzaville et Pointe-Noire mais aussi dans certaines localités du Congo, les espaces culturels jouent un rôle central dans la valorisation du patrimoine et la promotion de la créativité.

Le Musée-Galerie du Bassin du Congo, fondé par le groupe Agence d'information d'Afrique centrale, offre une immersion dans l'art traditionnel et contemporain, tandis que le Musée de la peinture de Poto-Poto conserve et met en lumière des œuvres majeures d'artistes locaux et régionaux pendant que le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza rappelle l'histoire nationale et le riche patrimoine du pays.

L'Institut français du Congo, présent à Brazzaville comme à Pointe-Noire, reste le centre névralgique de la culture congolaise. Concerts, projections, ateliers et expositions favorisent un dialogue permanent entre artistes et public. À Pointe-Noire, l'Espace culturel Yaro met en avant les œuvres de Rhode Makoumbou et d'autres créateurs locaux à travers des expositions et des activités culturelles variées.

Enfin, les Ateliers Sahn, dirigés par Bill Kouélany, le centre culturel Zola, Jean-Baptiste-Tati-Loutard et bien d'autres constituent un véritable laboratoire artistique. De la création des Bantous de la capitale en 1960 à la montée des jeunes artistes musiciens et photographes contemporains, Brazzaville a su faire de sa culture un vecteur de mémoire et de rayonnement international. Aujourd'hui, le pays célèbre ses 65 ans d'indépendance en montrant que sa culture est vivante, inventive et tournée vers l'avenir.

Emilia Durlly Gankama

MUSIQUE

Le groupe Patrouille des stars lance « Ligne rouge »

L'album « Ligne rouge » du groupe Patrouille des stars est fin prêt. Le patron de ce groupe Kévin Mbouandé le Métatron Lifouramba a annoncé aux Dépêches de Brazzaville la sortie de cet opus de « haut calibre », le 22 août, soit une semaine après la célébration de la fête de l'indépendance nationale, le 15 août.

L'album « Ligne rouge » est le septième du groupe depuis sa création en 1998. Il contient quatorze titres dont : Ngoundzou- Ngoundzou, Donne donne, Lembola, Maman d'amour, Kaka yo, Guichet fermé, Mokoueté, Chantier d'amour, Sans égal, Tia na lia, Moundelo, Affection, Yaka, et Elelo. Le message phare de cet album a deux génériques dont Ngoundzou Ngoundzou et Moundelo, c'est « l'Amour ». Expliquant le titre de l'album, Kévin Mbouandé le Métatron a fait savoir que « Ligne rouge » est simplement pour conseiller chacun à garder sa position, à ne pas s'occuper des autres et

surtout à ne pas traverser la ligne de l'autre.

Depuis que l'année 2025 a commencé, les mélomanes congolais n'ont pas encore savouré un album entier des grands orchestres que compte la République du Congo. L'album « Ligne rouge » est pour ainsi dire le premier de l'année produit par l'un des grands groupes musicaux congolais, en l'occurrence Patrouille des stars, qui est à son septième opus, après « Obus Kanga bissaka », « Embargo », « Corrections », « Proclamations », « Elevation totale », « Kanga nzoto » avec la célèbre chanson Tonton partout partout,



puis le single « Likundu ».

Outre les sept albums du groupe, Kévin Mbouandé le Métatron Lifouramba a à son actif deux albums et un maxi single. Il s'agit de « Deuxième monde », « 312 métaphysique » et le maxi single « Eteya yo ». Quant à la chanson Eteya yo, Kévin Mbouandé le Métatron dit qu'il s'agit d'un conseil prodigué à tous. « Eteya yo » c'est universel. « Sur terre chaque être humain rencontre beaucoup de choses, beaucoup de situations. Ce sont ces situations qui doivent lui porter conseil », dit-il.

Bruno Zéphirin Okokana

SMIB

Le Kenya et l'Ouganda dominant la 20^e édition

Les athlètes kényans et ougandais, respectivement chez les messieurs et dames, ont dominé la 20^e édition du traditionnel semi-marathon international de Brazzaville (Smib) qui s'est couru le 14 août, au boulevard Alfred-Raoul, devant le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso. L'histoire retiendra que cette édition a battu le record de participation.

6034 athlètes venus des départements du Congo ainsi que des autres pays africains ont rivalisé d'ardeur, d'endurance et de détermination, laissant ainsi exprimer leurs talents sportifs dans la loyauté et dans l'esprit chevaleresque en affrontant les 21,100 km retenus pour la course. « Notre ambition est d'atteindre la décennie suivante avec 10 000 athlètes », ont estimé les organisateurs. La compétition gagne de plus en plus en galons et en visibilité car elle se tient dans le strict respect des normes internationales.

Le Kényan Denis Kipkosgei a été le plus rapide de la course grâce à son chrono 1h 04min 32 sec, succédant ainsi au Rwandais Félicien Muhitira qui a battu le record du Smib lors de la 19^e édition en parcourant les 21,100 Km en 1h 02 min 59 sec. Mais pour cette édition, il s'est contenté de la troisième place en 1h 04min 56



Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, félicitant le vainqueur du Smib/Adiac sec, devancé par Ezékiel Chepkorom de l'Ouganda (1h 04min 38 sec).

Chez les dames, l'Ougandaise Ruth Cheptoyek a remporté le prestigieux prix mis en jeu en 1h 13 min10 sec devant Frida

Hassanatte du Tchad (1h 13min 36 sec) et Emeline Imanizayo du Rwanda (1h 17min 00 sec). Cette troisième place a été logiquement occupée par la Congolaise Ladelice Matoumbissa qui a réalisé un chrono d'1h16 min 30 sec. Mais

depuis sa création, le Smib a toujours fixé ses règles de jeu avec les podiums nationaux et internationaux.

C'est fort logique que la Congolaise s'est imposé sur le podium national, succédant à Léonce Chardevie Missamou Bafoundissa. « Je suis vraiment satisfaite car c'est la septième fois que je participe au Smib. Je me suis bien préparée, raison pour laquelle j'ai fait une bonne course. C'est pour la première fois que j'occupe la première place après avoir passé une formation au Kenya », a-t-elle commenté. Cleme Mambeke termine deuxième chez les dames dans cette catégorie avec un chrono d'1h 16 min 51 sec devant Léonce Chardevie Missamou Bafoundissa (1h17min20).

Chez les messieurs en national, Nelson Mandela Biyoko, vainqueur des deux dernières éditions, n'a pas pu conserver sa

place. Il a chuté à la troisième en 1h 10min 07 sec. Jean Marie Sametone Matena Libombo, deuxième de la dernière édition, lui a volé la vedette en 1h 09min 05 sec. « J'ai un sentiment de satisfaction parce que j'ai occupé la première place au niveau national et cela me donne la force pour la prochaine fois. C'est ma quatrième participation. Le stage du Kenya m'a permis de m'imposer », a-t-il indiqué. Son poursuivant, Ruben Bindikou, a réalisé un chrono d'1h 10min 07 sec.

Notons qu'au cours de cette édition, les athlètes ayant occupé le podium chez les nationaux ont vu leurs cagnottes augmentées. Le premier a reçu un chèque de 2 500 000 FCFA, le deuxième 2 000 000 et le troisième 1 500 000, soit une augmentation de 500 000 FCFA. C'est la récompense qu'on donnait autrefois aux vainqueurs internationaux.

James Golden Eloué

HANDBALL

Athlètes et dirigeants tournés vers l'échéance du 16 août

Y aura-t-il élection ou pas ? Telle est la question qui taraude les esprits des acteurs du handball congolais. Après plusieurs mois de suspense, d'aucuns pensent que le ciel s'éclaircit à la Fédération congolaise de handball (Fécohand) avec l'annonce par la Commission électorale indépendante de la tenue du congrès électif pour le 16 août, à Brazzaville. D'autres par contre, insatisfaits du processus, demandent son report afin de le préparer selon les règles de l'art.

La Commission électorale indépendante mise en place par le Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc) a fixé le chronogramme et les modalités du congrès électif. Le représentant de la Fédération internationale de handball (IHF) et de la Confédération africaine de handball (Cahb), Me Mouadh Ben Zaied, par ailleurs président de ladite Commission de la Fécohand, a d'ores et déjà rendu publique une série de documents qui expliquent tout le processus électoral ainsi que les dates clés.

En s'appuyant sur les décisions et les statuts de l'IHF, de la Cahb et de la Fécohand, Me Mouadh Ben Zaied a publié un avis de convocation d'un congrès électif. « Le présent avis emporte un déclenchement officiel du processus électif et une ouverture des candidatures aux postes électifs du congrès. Chaque liste candidate aux élections du comité exécutif, outre les candidatures aux autres postes électifs mentionnés dans l'article 21 des statuts de la Fécohand, devra être déposée directement contre décharge auprès du secrétariat de la Commission électorale indépendante domicilié au siège du Cnosc, au plus tard le mercredi 16 juillet 2025 à 17h30. Il est précisé que toute personne candidate ne peut figurer que dans une seule liste », explique le document.

En vue de bien superviser les prochaines élections du comité exécutif de la Fécohand et de veiller au

bon déroulement de toutes les phases de l'opération électorale en application des mécanismes et des procédures prévus dans les statuts fédéraux et à travers les textes juridiques de l'IHF, le président de la Commission avait jugé bon de transmettre le calendrier et le chronogramme à toutes les parties prenantes. Pour la commission électorale, tout est fin prêt en vue d'une élection libre, transparente et apaisée puisque, à ce jour, la liste définitive des candidats ainsi que la composition du corps électoral sont déjà connues. Beaucoup d'athlètes pensent que ces initiatives constituent de bonnes nouvelles dans la mesure où elles annoncent le dénouement de la crise.

La nouvelle commission électorale indépendante attaquée

L'un des candidats à la présidence de la Fécohand, Avicenne Nzikou, à travers son avocat, Me Eric Yvon Ibouanga, a tenu une conférence de presse, le 11 août à Brazzaville, pour dénoncer les agissements « unilatéraux » du président de ladite commission. Au cours de l'échange avec la presse, Me Eric Yvon Ibouanga a présenté une requête qu'il a déposée à la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (Ccas) afin de demander l'interpellation des membres de la commission et solliciter l'application stricte de la sentence. Cette requête avec ampliation des délais pour difficultés d'exécution de la sentence du



Les Diables rouges juniors hommes en manque de compétition/Adiac

13 octobre 2024 investie de l'autorité de la chose jugée risque de relancer la confusion dans cette affaire aux multiples rebondissements.

Pour Me Yvon Éric Ibouanga, la non-prise en compte du contenu de la sentence du 13 octobre dernier par les membres de la commission électorale indépendante relève du mépris. « Cette commission tient son existence de la sentence de la Ccas du 13 octobre 2024. La décision n'a jamais fait l'objet d'un recours, cela signifie qu'elle est imposable. La Ccas avait commis au Comité olympique de mettre en place une nouvelle Commission électorale indépendante afin de tenir l'assemblée générale élective de la Fécohand dans un délai de huit jours. Le Cnosc a ainsi mis en place une commission sous l'égide de la Fédération internationale. Mal-

heureusement, cette commission ne respecte pas du tout les décisions de la Ccas. Elle a outrepassé les limites de la sentence de la Ccas », a-t-il expliqué.

Il invite la Ccas à trancher concernant l'interprétation de sa décision. Soulignant que son client veut bien participer aux élections mais à condition que le président de la commission dont il déplore déjà l'impartialité soit changé. « L'assemblée doit se tenir sur la base des deux listes, celle de M. Ayessa et de M. Nzikou et en tenant compte du corps électoral validé par la Ccas », a indiqué Me Ibouanga.

Rappel des faits

Tout a commencé le 20 septembre dernier lorsque le président sortant, Ayessa Ndinga Yengue, a été réélu en présence des représen-

tants du Cnosc, du ministère des Sports, de la Cahb et de l'IHF. Absent dans la salle lors du vote, son challenger, Avicenne Nzikou, attaque le nouveau bureau à la Ccas. Celle-ci ordonne la mise en place d'une nouvelle commission électorale afin de reprendre l'élection, chose faite. Avant la tenue de l'élection, Avicenne Nzikou qui était à la tête de la ligue de Brazzaville estime que la nouvelle commission n'est pas indépendante et demande ainsi sa dissolution tout comme la radiation de certains membres de la liste de son adversaire.

Dans sa sentence du 13 octobre 2024, la Ccas a disqualifié Tanguy Yoka, a retouché le corps électoral et enjoint le Cnosc de mettre en place une nouvelle commission électorale indépendante. Le temps a coulé avant que sa composition ne soit officialisée. Ses membres ont ainsi été nommés en juillet dernier et ont aussitôt débuté le travail, question de répondre aux attentes des handballeurs. Mais à quelques jours de la date du 16 août, tout ne semble pas entrer dans l'ordre.

En tout cas, les acteurs du handball qui ne vivent que de la pratique de ce sport ont hâte de voir les choses redevenir à la normale. Heureusement que tous les protagonistes plaident la tenue de ces assises. Au terme de l'audience de ce 14 août, la Ccas a déclaré un non-lieu concernant la requête du candidat Avicenne Nzikou. Rendez-vous ce 16 août pour le congrès électif.

Rude Ngoma

IN MEMORIAM GILBERT PONGAULT

Gilbert Pongault s'en alla le 14 août 2012 à Brazzaville. Né en 1925 à Bohoulou, village situé dans le district de Mossaka, il est fils du notable et chef de canton Joseph Eyoka et de Céline Mouambossi.

Après une solide formation dans les écoles catholiques, Gilbert Pongault enchaîna diverses expériences professionnelles, notamment auprès des organisations chrétiennes, de la Compagnie de transport fluvial, de Radio Brazzaville (Radio de la France libre pendant la Seconde Guerre mondiale).

Gilbert Pongault adhéra au mouvement syndical grâce à un syndicaliste français, Gérard Espelet, qui fut un de ses amis et compagnon de lutte.

Sa capacité de combat dans les luttes syndicales menées dans le territoire du Moyen-Congo l'amena à assumer, dès les premières années de son militantisme, les fonctions de secrétaire général du Syndicat des travailleurs croyants du Congo. Position qui lui donna la possibilité avec ses compagnons de participer à la lutte pour l'adoption du

premier code de travail dans les territoires d'Outre-Mer sous domination française et la création de la Caisse de sécurité sociale, aujourd'hui dénommée la Caisse nationale de sécurité sociale.

Cette capacité au combat pour les droits des travailleurs fut également remarquée par les milieux syndicaux étrangers. C'est ainsi qu'il assumait d'importantes responsabilités syndicales en Afrique et dans le monde : secrétaire général de l'Union panafricaine des travailleurs croyants, membre du bureau de la Confédération internationale des syndicats chrétiens. Des responsabilités qui lui donnèrent la possibilité d'être désigné comme membre du Conseil économique et social de la République Française et administrateur du Bureau international du travail.

En militant syndicaliste, il participa activement aux luttes pour l'indépendance du Congo et à la grève générale qui entraîna, le 15 août 1963, la démission du président Fulbert Youlou et l'arrivée au pouvoir du président Alphonse Massamba-Débat. Ne parta-



geant pas l'évolution du régime dirigé par le Mouvement national pour la révolution, il fut contraint à l'exil pendant plus de dix ans. Durant son exil, en sa qualité de citoyen du monde, il participa également au mouvement de mai 1968 à Paris, notamment au meeting organisé au stade Charlety par les forces de gauche aux

côtés d'Edmond Maire et de Pierre Mendes France. Continuant à poursuivre sa lutte à l'extérieur pour l'instauration des libertés publiques au Congo, le régime en place le condamna à mort par contumace par le « Tribunal révolutionnaire »

Grâce à la clairvoyance du président Marien Ngouabi, il fut

amnistié et regagna sa patrie. Avec le soutien des présidents Léopold Sédar Senghor, Marien Ngouabi et de l'empereur Haïlé Selassie, il devint le secrétaire général du Comité anti-apartheid de l'Organisation de l'union africaine. Fonction qu'il assumait avec sa combativité habituelle.

Gilbert Pongault fut également un homme politique, étant un membre du courant de démocratie chrétienne, il participa, de façon soutenue, à la tenue de la Conférence nationale souveraine et au dénouement pacifique de la grève générale qui permit la tenue de cette importante instance.

Ses convictions politiques de démocrate chrétien l'amènèrent à participer avec ses compagnons à la création d'un parti politique, le Mouvement de démocratie sociale.

Que son âme repose en paix et que son itinéraire de vie serve d'inspiration aux femmes et hommes de notre beau pays qui ont décidé de servir les idéaux de paix, de progrès et d'unité nationale.

galerie CONGO

Musée du Bassin du Congo

PRÉSENTE LA RUMBA CONGOLAISE PATRIMOINE IMMATÉRIEL ET CULTUREL DE L'HUMANITÉ

UNE EXPOSITION VENTE
des œuvres de l'artiste peintre
Bonide Miekoutima



Du 21 juin au
21 août 2025

Dans l'enceinte des
Dépêches

Contact :
+242 06 666 7065
+242 05 396 3535

Siège social : B4 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
Immeuble les Manguiers (Mpa), Brazzaville,
République du Congo

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



NÉCROLOGIE



La famille Abira a la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, père oncle et grand-père François Ondongo Abira, survenu le 11 août 2025 à Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu dans la rue Obiaboma à Ngamakosso. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

Les enfants M'Bissa, profondément attristées, ont la profonde douleur d'informer les parents, de France, du Gabon, de l'Angola et du Congo du décès de Mme Corentine Olga Rose épouse M'Bissa née Madzou, survenu le samedi 9 août 2024 à Paris, en France.

À Brazzaville la veillée se tient au domicile familial sis n°2004 rue Moukoulou, Plateau / Batignolles, derrière le siège d'Ecair.

Le programme détaillé des obsèques sera communiqué ultérieurement.



COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Quel avenir ?

Le sport en général et le football en particulier participent à l'unité des peuples, au brassage de la jeunesse et au raffermissement de la paix. C'est en s'appuyant sur ces vertus que le gouvernement avait institué, par décret n° 85-1410 du 6 décembre 1985, la Coupe du Congo même si la compétition existait bien avant.

Comme l'année dernière, la finale de la Coupe du Congo de football n'est pas au menu des festivités marquant le 65e anniversaire de l'Indépendance du pays. La pilule est difficile à avaler pour les footballeurs habitués à fréquenter les stades la veille du 15 août pour assister à un spectacle riche en émotion.

Les finales de la Coupe du Congo ont toujours eu un caractère particulier parce qu'elles sont placées sous l'autorité du président de la République. C'est lui ou son représentant qui remet le trophée à l'équipe victorieuse puisque la compétition elle-même est inscrite dans le programme de la célébration de l'accession du pays à l'indépendance.

Pour donner plus d'ampleur à cette vision, le gouvernement a relevé pourtant le défi de doter, dans le cadre de la municipalisation accélérée, les chefs-lieux des départements des infrastructures sportives modernes, lesquelles avaient pour but de rapprocher la pratique sportive de la population et de favoriser l'éclosion des athlètes les plus performants pour épouser la pensée des spécialistes : « Les infrastructures appellent à la performance ». Les finales de la Coupe du Congo ont servi, d'ailleurs, à l'inauguration de la plupart d'entre elles.

Des finales de haute facture ont marqué l'histoire de cette compétition, à l'instar de la rivalité entre l'AC Léopards/ Diables-noirs sans oublier Cara-Diables noirs ou Cara-Léopards ou encore Etoile du Congo-As Otohô...

La compétition dont les Diables noirs, tenants du titre après leur victoire contre l'AS Otohô 1-0, et l'équipe la plus titrée s'organisaient régulièrement depuis 2000, date de sa relance après la guerre civile qu'a connue le pays. Mise à part la seule fausse note de 2010 n'ayant pas permis de consacrer sur le terrain le vainqueur de la finale qui devait opposer au stade Alphonse-Massamba-Dé bat l'Etoile du Congo à l'AC Léopards.

Clubs et sélections paient le prix de l'annulation

La régularité de la Coupe du Congo a pris un coup l'année dernière quand elle a été brutalement arrêtée à l'étape des quarts de finale à la suite d'une crise née de la mauvaise interprétation des textes par certains dirigeants de football. La décision de fermer les stades a été le signe avant-coureur d'une longue crise qui a paralysé le football congolais durant huit mois avec pour conséquence la suspension de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) par la Fédération internationale de foot-



L'édition antérieure de la Coupe du Congo/Adiac

ball association. Mais depuis le retour à la normale, les mêmes causes continuent de produire les mêmes effets, empêchant la relance effective des compétitions nationales.

Une seconde annulation, actée cette année, a suscité beaucoup de commentaires. « Nous tenons à vous informer qu'en date du 3 juillet 2025, par la voix de monsieur le directeur de cabinet du ministre des Sports, il nous a été formellement notifié que la Coupe du Congo édition 2025 est annulée », expliquait la Fécofoot. Et d'ajouter : « Cette décision prise au niveau national, bien que regrettable pour l'ensemble des acteurs du football congolais, répond à des considérations que nous devons collectivement accepter ».

Cette décision laisse des conséquences énormes sur la préparation et la participation des sélections et clubs congolais en compétitions internationales. La Coupe du Congo, faut-il le rappeler,

devoir servir de tremplin à la préparation des clubs congolais engagés aux compétitions interclubs de la Confédération africaine de football.

L'Athlétic club Léopards de Dolisie et l'AS Otohô, engagés respectivement en Ligue des champions et à la Coupe de la Confédération, connaissent depuis le 9 août leurs adversaires du premier tour préliminaire. Ce ne sont pas les moindres. Les Fauves du Niari croiseront les Black bulls du Mozambique et l'AS Otohô le Primeiro de Agosto d'Angola.

Sans beaucoup de matches dans les jambes à cause de l'absence des compétitions, les représentants congolais vont aborder cette campagne avec beaucoup de dose de confusion. Le championnat national étant prévu le 14 septembre, soit quelques jours seulement avant le premier tour préliminaire auquel ils sont engagés. L'équipe nationale qui joue actuellement le Championnat d'Afrique des nations qui se déroule au

Kenya, en Tanzanie et en Ouganda a payé le prix de cette décision, alors qu'elle devrait tirer profit de la Coupe du Congo pour sélectionner les joueurs les plus méritants. La sélection étant toujours constituée des meilleurs du moment et non ceux d'hier. Le manque de compétition a visiblement désorienté les coaches dans le choix des joueurs.

Ces péripéties viennent assombrir l'avenir de la Coupe du Congo qui s'écrit désormais en pointillés depuis les cinq dernières années. Sa finale jouée le 14 août ne permet plus à son vainqueur d'assurer sa qualification à la Coupe africaine de la confédération. Or le plus souvent, la Confédération africaine de football boucle ses enregistrements bien avant le mois d'août au point où l'on se demande quel avenir pour la Coupe du Congo ? Une meilleure réflexion s'impose pour que cette compétition nationale retrouve la place qui était la sienne.

James Golden Eloué



JOYEUSE FÊTE DE L'INDÉPENDANCE !

Chers Clients, Chères Clientèles,

En ce jour de célébration nationale, toute l'équipe des Établissements Paris Luxe est heureuse de vous présenter ses plus chaleureuses félicitations à l'occasion de la Fête de l'Indépendance de notre pays.

Cette journée symbolise l'unité, la fierté et les valeurs qui nous rassemblent. C'est également l'occasion pour nous de vous exprimer notre profonde gratitude pour votre fidélité et votre confiance, qui nous permettent de grandir et d'innover chaque jour.

En cette période de réjouissances, nous vous souhaitons une excellente célébration, entouré(e)s de vos proches, dans la joie et la prospérité. Que cette fête nationale soit pour vous et vos familles un moment de bonheur et de réussite.

Merci de faire partie de notre histoire. Vive la nation, et longue vie à notre précieuse collaboration !

Avec toute notre considération,

L'Equipe Paris Luxe
L'excellence à La française



UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA

**LITTÉRATURE
CLASSIQUE**

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Émissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture

DIPLOMATIE CLIMATIQUE

Le Congo en première ligne

Située en Afrique centrale, la République du Congo se pose en artisan d'une diplomatie climatique à travers plusieurs initiatives : la proclamation d'une Journée nationale de l'arbre et d'une Décennie d'afforestation et de reboisement ; l'organisation des conférences internationales sur les questions forestières et les communautés autochtones. Brazzaville mise sur la gestion durable des forêts, la conservation des tourbières et la mobilisation de financements pour réparer une injustice climatique longtemps ignorée.

Avec un couvert forestier estimé à 65 % de son territoire et d'immenses ressources naturelles, le Congo a fait de la protection des forêts une priorité diplomatique. Sommets internationaux, conférences thématiques et plaidoyer multilatéral forment le socle d'une stratégie visant à attirer financements et partenaires techniques. En juillet 2024, Brazzaville a abrité la première Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (Ciar), acte de lancement de la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement (2027-2036) impulsée par le président Denis Sassou N'Guesso. Face à l'urgence climatique, le chef de l'Etat congolais a appelé à faire du reboisement un levier pour rééquilibrer le carbone planétaire.

La Ciar a mis l'accent sur les enjeux du développement durable, en favorisant la création d'un organe de suivi des recommandations, l'affermissement des mécanismes juridiques fonciers et la réalisation d'études d'impact pour rendre les projets forestiers attractifs aux investisseurs. Les pays du bassin du Congo aspirent à mobiliser quelque 5 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie (environ 3 000 milliards FCFA) pour soutenir la conservation et l'afforestation. Cette démarche vise à corriger ce que les dirigeants qualifient d'« injustice ». En dépit de son potentiel écologique, le bassin du Congo ne capte en moyenne que 20 milliards FCFA par an sous forme d'aide publique au développement (67 %) et de prêts (25 %), tandis que le bassin amazonien attire

plus d'un milliard de dollars par an, autant que Bornéo-Mékong (Asie) — soit vingt-cinq fois la part captée par l'Afrique centrale.

À l'échelle nationale, le Congo met en avant des indicateurs favorables : un taux de déforestation inférieur à 0,05%, plus de trois millions d'hectares de concessions certifiées et un objectif régional de 10 millions d'hectares certifiés à atteindre. Réunis autour de leur homologue congolais, les présidents Faustin-Archange Touadéra (Centrafrique), Brice Clotaire Oligui Nguema (Gabon), Nana Akufo-Addo (Ghana), Umaro Sissoco Embaló (Guinée-Bissau) et Sahle-Work Zewde (Éthiopie) se sont accordés sur une stratégie commune.

« *Forts de l'expérience accumulée par la République du Congo et au regard de notre démarche historique en lien avec la lutte contre les changements climatiques, la dégradation continue de l'environnement trouvera assurément ses réponses les plus efficaces dans la préservation et l'extension des écosystèmes forestiers* », déclarait Denis Sassou N'Guesso.

Porter la voix des communautés autochtones

La préservation des forêts passe aussi par l'appropriation locale. Brazzaville a récemment accueilli le premier Congrès mondial des peuples autochtones et des communautés locales des bassins de l'Amazonie, du Congo, du Bornéo-Mékong-Asie du Sud-Est et de la Méso-Amérique, où des femmes leaders ont pris l'initiative d'élaborer une feuille de route



Le président Denis Sassou N'Guesso lançant la Ciar 1DR

pour renforcer leur autonomie financière et leur capacité à mobiliser des financements. Réputées proactives, les plateformes comme l'Alliance des femmes leaders et le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale ont mis en lumière la nécessité de considérer les droits fonciers, les savoirs locaux ainsi que la participation effective des communautés dans la gouvernance des projets liés à la conservation.

Détenteurs de savoirs traditionnels reconnus, les peuples autochtones sont responsables de la sauvegarde d'environ 80% des forêts de la planète, mais restent souvent marginalisés malgré leur rôle crucial. Le congrès de Brazzaville a offert une tribune aux jeunes et aux femmes autochtones, à l'instar de Rukka Sombolnggi qui a plaidé en faveur d'une participation directe des au-

tochtones à la gestion des ressources naturelles sur leurs territoires. Cette approche inclusive, selon elle, permet de garantir la conservation à long terme des écosystèmes et d'éviter les impacts négatifs sur les communautés vulnérables. « *La réponse, c'est nous ! Cette déclaration de Brazzaville est notre contribution active à l'humanité* », a-t-elle lancé.

Globalement, les engagements issus de ces assises insistent sur la promotion des droits des communautés autochtones, la levée des obstacles juridiques fonciers et la co-construction des programmes d'afforestation et d'agroforesterie. Par la mise en réseau des femmes autochtones, la conférence a nourri l'idée de créer une coalition globale capable de porter des projets sur le long terme, ancrés dans les pratiques locales et respectueux des traditions.

Mettre les tourbières dans l'agenda international

Moins visibles mais tout aussi cruciales, les tourbières de la Cuvette qui s'étendent sur les deux Congo sont au cœur d'un autre volet de la diplomatie environnementale congolaise. Riches en carbone et en biodiversité, ces zones humides tropicales font l'objet d'une attention croissante. Une conférence internationale sur le sujet, prévue pour mars 2026 à Brazzaville, réunira experts, agences onusiennes et organisations non gouvernementales pour définir des plans de gestion et de conservation. La Déclaration de Brazzaville, signée en 2018 par la République démocratique du Congo, la République du Congo et l'Indonésie, a déjà posé les jalons d'une coopération internationale visant à préserver ces écosystèmes.

Le Congo rappelle toutefois que contrairement à des cas comme l'Indonésie où des financements ont été débloqués, les pays du bassin du Congo peinent encore à transformer leurs engagements politiques en ressources concrètes. La préservation des tourbières est présentée à la fois comme une question climatique et une protection du mode de vie de la population locale. L'enjeu de la prochaine conférence internationale sur les tourbières est de faire du bassin du Congo non plus un simple fournisseur de puits de carbone, mais un acteur central de l'agenda climatique mondial, avec des solutions fondées sur la nature, respectueuses des droits locaux et économiquement soutenables.

Fiacre Kombo

MESSAGE A LA NATION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR DENIS SASSOU N'GUESSO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT

A L'OCCASION DU 65^e ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO LE 15 AOUT 2025

Mes chers compatriotes ;

Le 15 août 1960, notre pays accédait à sa souveraineté internationale. Nous commémorons cette conquête historique sur le thème : « Mobilisés dans la paix, ensemble, poursuivons la marche vers le développement ». À l'heure de la mémoire et du souvenir, notre idéal patriotique commun et partagé demeure toujours la construction d'une nation prospère.

Mes chers compatriotes ;

Nous célébrons le 65^e anniversaire de l'indépendance de notre pays alors que la paix est dangereusement menacée par un contexte international marqué par la récurrence des conflits armés. Cette situation ne peut faciliter la sortie d'une crise économique lancinante dont les répercussions compromettent le bien-être des populations.

Nous assistons aujourd'hui à l'affaiblissement du multilatéralisme, aux confrontations des puissances économiques et à la course aux armements, autant de facteurs qui mettent en danger la paix mondiale. C'est pourquoi, j'appelle notre peuple à une mobilisation plus accrue, à une vigilance sans faille et au renforcement de notre capacité de résilience.

Nous ne devons pas considérer les difficultés que nous connaissons comme une fatalité. Il nous faut plutôt y voir des opportunités de parvenir à la réussite dans la vie qui, elle-même, est un combat. De même, les catastrophes naturelles vécues dans les périphéries de nos deux plus grandes villes, Brazzaville et Pointe-Noire, témoignent de la nécessité de prendre davantage conscience de l'urgence climatique et d'y apporter des réponses appropriées.

Mes chers compatriotes ;

Notre pays a accédé à la souveraineté internationale au moment où les Pères des indépendances africaines avaient placé leur combat sous les idéaux prônés par le panafricanisme. Notre pays a adhéré à cette vision dès le départ en soutenant les mouvements et les luttes de libération en Afrique.

Les générations montantes devraient prendre le flambeau du panafricanisme pour pérenniser cette dynamique d'intégration pour une Afrique ayant des atouts considérables pour son développement et qui atteindra d'ici à 2050, deux milliards d'habitants, majoritairement jeunes.

L'avenir du monde reste sous-tendu par la disponibilité en surfaces cultivables, en apport solaire et en eau douce, des atouts dont dispose notre pays doté de vastes étendues de sols arables et fertiles, d'un niveau d'ensoleillement adéquat pour l'agriculture et d'une dense réseau hydrographique.

Aucun pays ne peut être, seul aujourd'hui un îlot de croissance ou de prospérité et prétendre aller au développement dans l'autarcie et les souverainetés étroites qui consacrent les égoïsmes sclérosants.

À cette occasion, je lance un appel à la vivification du panafricanisme fondé sur l'intégration des États et le mieux vivre ensemble de nos populations qui se traduit ici par le triptyque de notre belle devise : Unité-Travail-Progrès.

Bonne fête de l'indépendance à tous :

Vive la République,

Vive le Congo,

Je vous remercie.